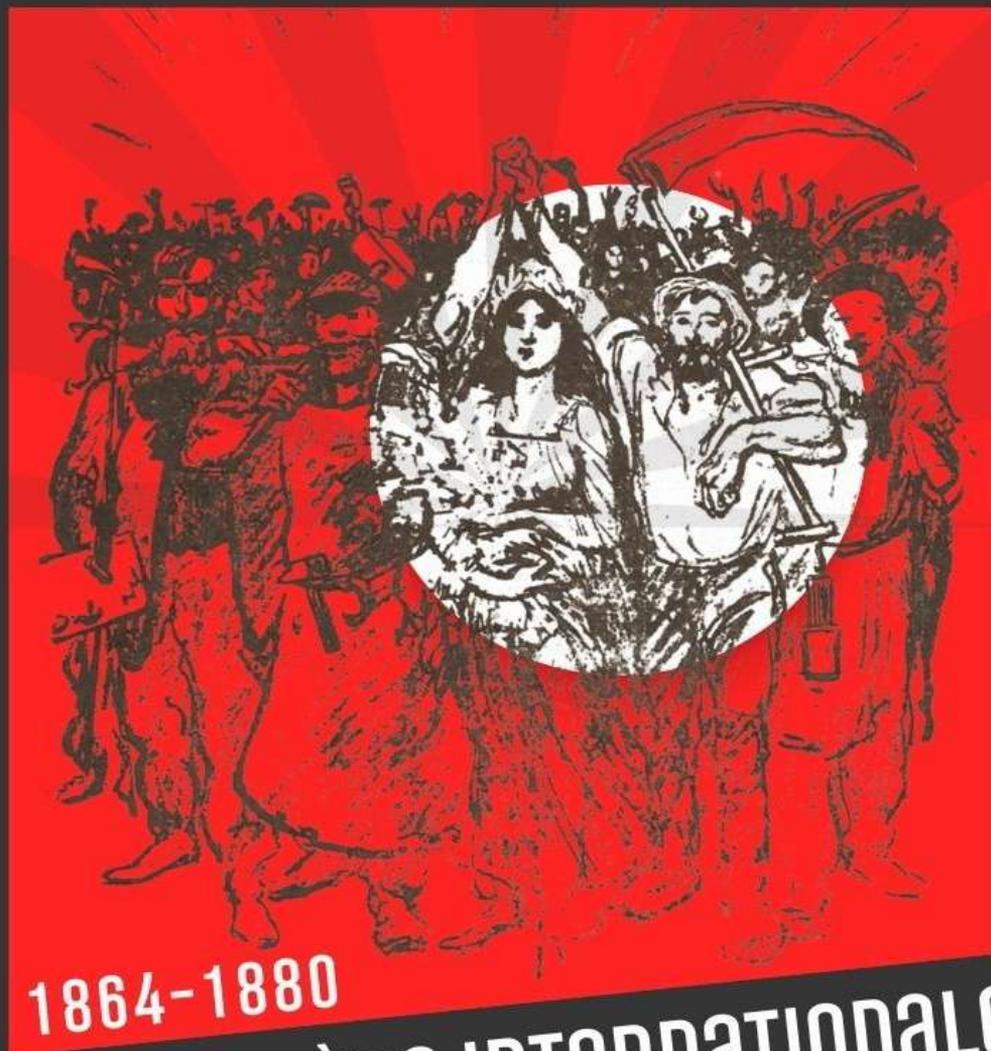


MICHEL CORDILLOT



1864-1880

La PREMIÈRE INTERNATIONALE en FRANCE

SON HISTOIRE
SON IMPLANTATION
SES MILITANTS

A

Avertissement

Cet ouvrage s'inscrit dans la lignée du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* lancé et dirigé par Jean Maitron, puis par Claude Pennetier qui a assuré la suite. En projet depuis longtemps, son achèvement a été retardé par la préparation du volume consacré à la Commune de Paris, dont il constituera désormais le complément naturel.

Toutes les biographies figurant dans ce volume ont été rédigées par l'auteur de façon à mettre en avant l'activité des biographiés au sein de la Première Internationale. Comme on le verra, elles apportent de nombreuses informations complémentaires par rapport aux notices figurant dans les différents ouvrages de la collection Maitron. En revanche, les activités militantes des biographies avant et/ou après les années 1864-1880 ont été évoquées de façon plus succincte. Quand le personnage dont le nom est cité fait lui-même l'objet d'une biographie dans le présent volume, il est suivi d'un astérisque.

Chaque fois que cela était possible, un portrait du biographié a été ajouté à sa notice. L'immense majorité des documents et illustrations utilisés ici, dont certains sont inédits, provient de collections privées. Lorsque cela ne s'avérait pas nécessaire à leur compréhension, ces illustrations ne sont pas légendées.

Avant-propos

Évoquer de nos jours l'Association internationale des travailleurs (AIT, également connue sous l'appellation de Première Internationale) fera généralement resurgir d'emblée une série d'images plus ou moins mythiques : celle pour commencer d'une chanson dont le refrain et son appel à « la lutte finale » est encore aujourd'hui entonné dans de nombreuses manifestations ; celle du drapeau rouge vif qui se déploie comme un symbole de défi un peu partout dès que grondent les colères populaires ; celle aussi d'une lutte sans merci entre Karl Marx, qui consacra plusieurs années de sa vie à cette organisation, et son adversaire libertaire, Michel Bakounine* ; celle encore d'un événement aux résonances à la fois tragiques et glorieuses, la Commune de Paris, dont l'alter ego de Marx, Friedrich Engels, déclara un jour qu'elle était « sans conteste fille de l'Internationale ».

L'histoire de la Première Internationale est certes assez bien connue des spécialistes, car outre de nombreuses publications scientifiques mettant à la disposition de chercheurs les principales archives de l'organisation, il existe désormais une historiographie abondante étudiant, souvent en détail, les différentes facettes de son histoire. La plupart de ces travaux restent toutefois peu accessibles pour le grand public. D'où l'intérêt de proposer un volume de synthèse relevant du registre de la vulgarisation érudite qui soit à même de répondre aux attentes d'un lectorat dépassant le cercle restreint des historiens en proposant des analyses qui reposent sur les faits avérés, à même de démêler le vrai de l'excessif et les mythes de la réalité.

Si l'on tente de dresser un bilan synthétique de l'historiographie concernant cette organisation, il apparaît clairement qu'écrire l'histoire de la Première Internationale a longtemps été un exercice difficile. On voit en effet se dessiner assez clairement trois phases distinctes dans l'histoire de l'AIT, tant d'un point de vue chronologique que d'un point de vue scientifique.

Durant la première phase, en gros de 1890 jusqu'à la fin des années 1950, l'étude de l'AIT a souvent été conçue comme partie intégrante d'un processus de légitimation politique. Il s'agissait en fait pour chacun des différents courants se réclamant des mouvements socialistes et ouvriers de faire valoir son bien-fondé à se présenter comme le seul héritier légitime. Ce fut d'abord vrai, au temps de la II^e Internationale (fondée en 1889), pour les représentants des deux tendances issues de l'affrontement entre marxistes et anarchistes au sein de l'AIT. Ce fut également au tournant du siècle à l'heure du syndicalisme révolutionnaire (« Et qu'est-ce que la Confédération générale du travail sinon la continuation de l'Internationale ? » demandait James Guillaume), puis après la révolution bolchevique de 1917 et la fondation de la III^e Internationale, afin, là encore,

de justifier la revendication d'un héritage idéologique en ligne directe. Pour cette raison, l'histoire de l'AIT a d'abord été durant toute cette première phase une histoire idéologique vue d'en haut, dans laquelle la priorité était logiquement donnée à l'étude de l'organisation centrale, des congrès, du rôle des dirigeants de premier plan, le tout dans des formes souvent polémiques.

S'ouvrit ensuite une deuxième phase, à la fois féconde et novatrice, durant laquelle des historiens professionnels s'invitèrent à leur tour dans le débat, ce qui permit de dresser un premier bilan d'ensemble tout en précisant de nouvelles approches méthodologiques. Cette phase a correspondu pour l'essentiel à la période de commémoration du centenaire de l'AIT (du début des années 1960 au milieu des années 1970). Il s'agissait alors de saisir l'essence de l'AIT à travers une approche de bas en haut, de retrouver la base militante, de présenter la vie interne de l'organisation dans sa dynamique et ses contradictions, de ne négliger aucun des différents niveaux de l'organisation, qu'il soit local, régional ou national. Là encore, bien que secondaire et le plus souvent implicite, la dimension légitimatrice n'était pas totalement absente, reflétant le contexte politique de ces années marquées par une remise en cause des organisations et institutions du mouvement ouvrier d'alors (critique du stalinisme, montée de l'extrême gauche en Europe, événements de mai-juin 1968, etc.).

Concernant plus précisément la France, deux historiens en particulier ont à l'époque contribué à poser les bases d'une approche plus scientifique de l'histoire de l'Internationale. Les travaux de Jacques Rougerie, récemment disparu, ont ouvert la voie à une réflexion à la fois plus érudite et moins dogmatique sur la réalité de cette organisation et esquissé de nombreuses pistes de réflexion fécondes. Quant à Jean Maitron, l'initiateur du dictionnaire qui porte aujourd'hui son nom, il a rendu possible une étude sociobiographique de masse reposant sur l'analyse du parcours individuel de l'ensemble des militants internationalistes identifiés, mettant ainsi en évidence certaines logiques, mais aussi le caractère problématique de certaines généralisations ou de certaines catégorisations. On l'aura compris, tous les deux sont les inspireurs directs du présent volume.

Puis à partir de la fin des années 1970, bénéficiant d'un contexte apaisé, une troisième phase a commencé à s'esquisser, caractérisée par la volonté de se dégager de toute fonction légitimatrice pour avancer dans la voie d'une analyse explicative globale en approfondissant de nouvelles pistes de recherche.

La problématique centrale est sans doute désormais celle de la place de l'AIT par rapport au mouvement ouvrier de son temps – qu'elle n'incarna d'ailleurs que très partiellement – et à ce que Marx appelait le « mouvement réel de la classe ouvrière ». On s'est trop longtemps contenté de poser comme postulat que l'AIT a été à l'origine du mouvement ouvrier de type moderne ; il s'agit désormais de reprendre ce point sous la forme d'une hypothèse à démontrer, afin de déterminer comment et dans quelle mesure elle est parvenue à structurer

et en partie unifier le mouvement ouvrier de son temps, comment elle l'a aidé à prendre conscience de lui-même, comment elle a créé les conditions qui lui ont permis de mener des expériences nouvelles et d'en tirer certaines conséquences, comment aussi elle a préparé et rendu possibles certains développements ultérieurs.

Cela implique nécessairement de replacer le problème dans un contexte élargi en passant de l'histoire du mouvement ouvrier en soi à l'histoire sociale du mouvement ouvrier et d'en examiner certains aspects encore peu étudiés. Il convient donc d'explorer des champs de recherche nouveaux tels que le contrôle du marché du travail (l'AIT ayant été d'une certaine façon la première tentative effective des ouvriers de répondre avec leurs moyens propres à la globalisation de l'économie mondiale), mais aussi les migrations internationales ; les réponses que l'organisation était susceptible d'apporter aux aspirations de ses adhérents ; le rapport de convergence/conflit entre nationalisme et internationalisme ; ou encore la simultanéité entre la naissance de l'AIT et l'apparition de grandes organisations humanitaires à vocation mondiale (Ligue internationale de la paix et de la liberté, Union postale universelle, Croix-Rouge, etc.). Il importe également de réfléchir aux dynamiques nées du contexte entourant le développement de l'AIT pour déterminer quels ont été les éléments favorables à son essor. Tout cela, de surcroît, n'infirment en rien la nécessité d'une relecture critique des enjeux et des courants idéologiques internes à l'AIT, de la chronologie de certains événements, ou encore de la mise en place de réseaux de militants et de correspondants (à travers par exemple une approche biographique de groupe).

Ce volume étant spécifiquement consacré à la France, il n'y a pas lieu de s'attarder en détail dans cette introduction sur l'histoire de l'AIT en général ; on en trouvera plus loin un résumé et une chronologie qui fourniront au lecteur les points de repère nécessaires pour mieux contextualiser le cas français. On se contentera donc de souligner quelques points que l'on doit avoir présents à l'esprit pour comprendre en quoi le rôle joué par l'AIT s'est avéré important dans une perspective historique.

Rappelons d'abord à propos du contexte que la fondation de l'AIT a coïncidé avec l'intrusion en force de la question sociale et du mouvement ouvrier dans les sociétés avancées à la fois dans les rapports employeurs/employés mais aussi dans le champ politique. On recense certes plusieurs tentatives antérieures d'organisation à l'échelle internationale, mais l'AIT s'en distingua d'emblée. Par son extension géographique – elle fut véritablement internationale – et par la diversité des expériences qui la constituaient, elle eut une tout autre dimension que les organisations qui l'avaient précédée. Plurielle et multiforme, elle se différença par sa plasticité des organisations qui reprirent à sa suite le flambeau de l'internationalisme. Elle fut en effet une organisation syndicale, qui œuvra à la solidarité concrète, et les organisations ouvrières de métier

adhérentes jouèrent en son sein un rôle important. Mais elle fut aussi un lieu de réflexion et d'échanges, où l'on débattait de questions comme la journée de huit heures, l'essor du machinisme, la collectivisation des moyens de production ou la propriété de la terre, l'héritage, la coopération et le crédit mutuel, l'enseignement primaire et même la réforme de l'orthographe. Ce fut enfin une association politique de type nouveau, en rupture avec la vieille approche conspirative des sociétés secrètes préparant un coup de force décisif, qui n'hésita pas à prendre publiquement position sur une série d'événements de portée internationale, comme la guerre de Sécession, la guerre franco-prussienne ou la Commune de Paris. Sa base programmatique très large, qui ne conditionnait pas l'adhésion à l'acceptation d'un corpus doctrinal strictement défini, lui permit de fédérer des courants très divers, principalement socialistes néanmoins puisqu'il s'agissait de remplacer le capitalisme par un mode de production privilégiant la coopération, mais qui restait largement à définir. Il faudra attendre la phase de déclin pour voir les conflits entre factions idéologiques prendre un caractère mortifère.

Observateur attentif de l'arène sociale à l'échelle du monde, Marx avait pour sa part bien senti le caractère potentiellement nouveau de l'AIT, notant dans une lettre adressée le 4 novembre 1864 à son compère Engels à propos du meeting fondateur du 28 septembre : « Je savais que cette fois, tant du côté londonien que du côté parisien, c'étaient des "forces" réelles qui figuraient à la tribune, et c'est pourquoi je décidai de faire une exception à la règle habituelle que je m'étais fixée de décliner toute invitation de ce genre. »

Bien que sa durée de vie ait été assez brève – une grosse décennie environ – et que le nombre de ses militants soit resté relativement limité – alors même que les gouvernements, instinctivement inquiets devant cette menace nouvelle, lui en attribuaient plusieurs millions –, l'AIT s'avéra capable d'exercer une influence réelle dans les pays où elle était parvenue à s'implanter.

En France, dans un contexte socialement défavorable, son essor posa vigoureusement et de façon concrète la question de l'émancipation sociale et politique de la classe « la plus pauvre et la plus nombreuse » en soulevant des questions portant sur le programme et sur la stratégie à adopter. Étudier le rôle que les Français jouèrent dans son histoire – à commencer par le processus qui amena sa fondation – permettra ainsi d'avoir un aperçu plus précis de ce que fut concrètement la réalité de l'Internationale et de son action. Dans ce but, le cadre chronologique couvert par ce volume a été légèrement élargi, pour englober à la fois les quelques années qui précédèrent sa fondation et la période de transition qui suivit sa disparition jusqu'à la création de la II^e Internationale.

Comme dans le volume consacré à la Commune de Paris paru chez le même éditeur, le lecteur trouvera dans les pages qui suivent deux types de notices, thématiques et biographiques, accompagnées d'un appareil critique.

Les 48 notices thématiques l'aideront à appréhender l'histoire de l'Internationale en France dans toute sa complexité, soit en faisant le point sur tel ou tel

aspect de son action, soit en rendant compte des débats en cours. Bien que nos connaissances n'aient cessé de s'affiner, les questions en suspens restent en effet nombreuses – alors même que d'aucuns avaient cru pouvoir les considérer comme définitivement closes. Et de la même façon, bien des idées fausses restent encore à dissiper définitivement. Il n'est par exemple pas inutile de rappeler que, même si son implication dans la vie de l'AIT, à la fois militante et théorique, fut intense, Karl Marx (dont le 150^e anniversaire de la mort sera commémoré dans quelques années) ne fut pour rien dans sa fondation, contrairement à une poignée d'ouvriers français alors inconnus qui avaient fait depuis Paris le voyage à Londres. Et il en va de même d'un certain nombre de fantasmes qui reflètent fondamentalement la peur ancestrale des dominants face à toute aspiration au changement.

Pour plus de commodité, les notices thématiques ont été regroupées de façon quasi chronologique en six sous-ensembles distincts. La première série traite de la fondation de l'AIT et de ses débuts en France ; la deuxième analyse ses premiers conflits avec le pouvoir impérial ; la troisième rend compte de la manière dont elle parvint à rebondir après avoir frôlé la disparition ; la quatrième se penche sur la période critique de la guerre franco-prussienne et de la Commune de Paris ; la cinquième est consacrée aux réalités et aux mythes liés à son implantation dans l'Hexagone ; la dernière enfin traite de ses ultimes années d'existence, entre clandestinité et exil, ainsi que du processus qui aboutira à la fondation d'une nouvelle Internationale.

Mais comme l'histoire de l'AIT ne saurait se concevoir indépendamment de ceux et celles qui l'ont faite, on trouvera aussi logiquement dans les pages qui suivent des notices individuelles consacrées aux Internationaux français. Car la biographie des acteurs sociaux est et restera la marque de fabrique du « Maitron ». Grâce aux recherches des uns et des autres, grâce aussi à la mise en ligne de nombreux fonds d'archives et registres d'état civil, nos connaissances dans ce domaine ont notablement progressé en l'espace d'un demi-siècle. Le nombre de biographies susceptibles d'être retravaillées étant limité, il a été nécessaire de procéder à des choix. Au total 320 militants et militantes ayant exercé des responsabilités à différents niveaux ont été retenus, avec un double souci : refléter au plus près la réalité de terrain (d'où le nombre notoirement peu élevé de femmes – 13 au total –, à qui il fut rarement permis de jouer un rôle de premier plan au sein de l'organisation) et constituer un échantillonnage qui mette clairement en évidence l'extraordinaire diversité des trajectoires personnelles, le tout en offrant le panorama le plus complet possible de l'implantation de l'organisation dans l'Hexagone. Toutes les notices ont été réécrites et le cas échéant complétées, mais aussi recentrées sur la période 1864-1880, en se contentant de résumer l'itinéraire des biographiés durant les années qui la précédèrent et/ou la suivirent. Ce qui frappe d'emblée à la lecture de ces notices, c'est la remarquable diversité des profils et des itinéraires. Mais on verra qu'il

existe bien finalement, entre presque toutes ces personnes biographiées, un dénominateur commun : leur vie a été durablement marquée par leur adhésion à l'Internationale, qu'elle ait constitué un aboutissement, un épisode central de leur existence ou un point de départ dans leur engagement ultérieur.

Tout choix suppose bien sûr une part d'arbitraire, et l'inclusion d'un tel ou d'une telle dans la liste des notices retenues, ou *a contrario* son absence, ne constitue en rien un jugement sur le degré de mérite de son engagement militant. L'important était d'offrir une vue d'ensemble des formes et des racines de l'engagement internationaliste.

Pour éviter de donner une impression de monotonie, on a choisi d'alterner sous-ensembles de notices thématiques et blocs de notices biographiques classées par ordre alphabétique.

Tous ces choix ont été guidés par un seul impératif : que l'utilisateur de ce volume puisse y trouver un aperçu aussi large et complet que possible de l'état actuel de la recherche. Comme pour le volume collectif précédemment consacré à la Commune de Paris, le présent ouvrage offre au lecteur de multiples points d'entrée, qui lui donneront ensuite la possibilité de rebondir de notice en notice, qu'elle soit biographique ou thématique.

Si ce projet sur l'AIT a pu être mené à bien, c'est parce que des dizaines de chercheurs, universitaires ou simples passionnés ayant acquis dans leur domaine une compétence reconnue, se sont activement impliqués dans l'aventure collective un peu folle du « Maitron ». Sans eux, le résultat final n'aurait jamais pu être aussi riche. L'auteur tient également à dire sa gratitude à tous les collègues qui l'ont aidé dans ses recherches, avec une pensée spéciale pour Marc Vuilleumier, qui aura été pour lui une formidable source d'information et une source d'inspiration tout aussi précieuse.

Pour finir, il faut dire un grand merci à la courageuse équipe des Éditions de l'Atelier (ex-Éditions Ouvrières) qui, depuis près de trois quarts de siècle, s'efforce vaillamment de continuer à faire vivre le projet initié par Jean Maitron. Sans elle ce volume n'aurait probablement jamais vu le jour.

L'AIT : repères chronologiques

Été 1861	Publication à Paris de la brochure <i>L'Organisation des travailleurs par les corporations nouvelles</i>
5 août 1862	Rencontre à Londres entre délégués ouvriers français et syndicalistes anglais à l'occasion de l'Exposition universelle
22 juillet 1863	Meeting de soutien à la Pologne à Londres en présence de délégués français
17 février 1864	Manifeste des Soixante
28 septembre 1864	Fondation de l'AIT à Londres lors d'un grand meeting à Saint Martin's Hall
1 ^{er} novembre 1864	Le Conseil central adopte à l'unanimité les statuts et le préambule rédigés par Marx (ils sont publiés le 5)
Janvier 1865	Installation du premier Bureau de Paris 44, rue des Gravilliers
28 février 1865	Tolain* et Fribourg* assistent à Londres à la réunion du Conseil central pour protester contre les pouvoirs attribués à Henri Lefort*
4 juin-24 septembre 1865	Le premier Bureau de Paris tente en vain de se doter d'un journal
25-29 septembre 1865	Conférence de Londres
Été 1866	Rédaction du <i>Mémoire</i> des délégués français en vue du prochain congrès
3-8 septembre 1866	1 ^{er} congrès général (Genève)
Février 1867	Grève des bronziers parisiens. Elle sera suivie par un grand nombre de conflits sociaux à Paris et en province
21 juillet 1867	Début des réunions de la Commission ouvrière de 1867. Les Internationaux qui y participent nouent des liens avec les organisations corporatives
2-8 septembre 1867	2 ^e congrès général (Lausanne)
9-12 septembre 1867	Premier congrès de la Ligue internationale de la paix et de la liberté (Genève)
30 décembre 1867	Ouverture des poursuites contre le premier Bureau de Paris
28 février-8 mars 1868	Élection du deuxième Bureau de Paris

Mars 1868	Plus de 10 000 francs sont collectés au profit des grévistes du bâtiment de Genève
29 avril 1868	Tolain et les membres du premier Bureau de Paris (démissionnaires) sont condamnés à une amende
24 juin 1868	Condamnation de Varlin* et des membres du deuxième Bureau de Paris à une peine de prison ferme. L'AIT est virtuellement morte en France
6-13 septembre 1868	3 ^e congrès général (Bruxelles)
21-25 septembre 1868	2 ^e congrès de la Ligue internationale de la paix et de la liberté à Berne ; Bakounine et ses amis claquent la porte pour former l'Alliance internationale de la démocratie socialiste
8 octobre 1868	Les dirigeants parisiens sortent de prison. Toute l'organisation est à reconstruire
Fin du printemps 1869	Une nouvelle vague de grève touche la France
16 juin 1869	La fusillade de La Ricamarie (Loire) fait 14 morts dans la foule soutenant les mineurs en grève
25 juin 1869	Les ovalistes lyonnaises se mettent en grève (elles votent leur adhésion à l'AIT le 11 juillet). Fin juillet, leur grève prend fin
6-12 septembre 1869	4 ^e congrès général (Bâle)
8 octobre 1869	La fusillade d'Aubin (Aveyron) fait 17 morts parmi les ouvriers
19 décembre 1869	Rochefort fonde <i>La Marseillaise</i>
13 février 1870	Varlin est arrêté et emprisonné durant treize jours à la suite des manifestations violentes entraînées par l'arrestation de Rochefort
17 mai 1870	Le Conseil général décide qu'au vu de la situation en France, le 5 ^e congrès général qui devait se tenir à Paris se tiendra à Mayence
22 juin-8 juillet 1870	Troisième procès intenté à l'Internationale à Paris. Ses dirigeants sont lourdement condamnés
12 juillet 1870	Manifestation des Internationaux parisiens contre la menace de guerre
19 juillet 1870	La France déclare la guerre à la Prusse
4 septembre 1870	Proclamation de la République en France
5 septembre 1870	Adresse des Internationaux parisiens « Au peuple allemand ». Réunion rue au Maire de 500 membres des associations ouvrières à l'appel de l'Internationale

6 septembre 1870	Les Internationaux parisiens sont à l'initiative de la fondation du Comité central des vingt arrondissements
7 septembre 1870	Auguste Serrailier* est envoyé à Paris par le Conseil général
9 septembre 1870	Marx rédige la seconde adresse de l'AIT sur la guerre
28 septembre 1870	Le soulèvement préparé par Bakounine et ses proches échoue à Lyon
5 janvier 1871	Deuxième « Affiche rouge » parisienne : « Place au peuple ! place à la Commune ! »
8 février 1871	Malon* et Tolain sont élus députés par Paris
24 février 1871	De retour de Paris, Serrailier présente au Conseil général un rapport sur la situation en France
18 mars-28 mai 1871	Commune de Paris. Le 23 mars l'AIT se prononce en sa faveur. Les militants de l'Internationale y jouent un rôle important et on compte 32 de ses membres parmi les 92 élus de la Commune
27 mars 1871	Elisabeth Dmitrieff* part pour Paris en mission d'information pour le compte du Conseil général
28 mars 1871	Serrailier repart à Paris comme délégué du Conseil général
13 mai 1871	Marx rencontre un émissaire de la Commune et transmet par son intermédiaire des renseignements à Frankel* et Varlin sur l'entente secrète entre Thiers et Bismarck pour écraser la Commune
15 mai 1871	Déclaration de la minorité qui accuse la Commune d'avoir « abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature à laquelle elle a donné le nom de Salut public ». Plusieurs Internationaux de premier plan figurent parmi les signataires de ce texte
17 mai 1871	À la demande pressante des adhérents parisiens, les Internationaux appartenant à la minorité (sauf Varlin) retournent siéger à la Commune
21 mai-28 mai	L'armée de Versailles entre dans Paris et se livre à des massacres de grande ampleur. En représailles, plusieurs dizaines d'otages sont exécutés par la foule
30 mai 1871	L'adresse de Marx <i>La Guerre civile en France</i> reçoit l'approbation unanime du Conseil général (elle paraîtra le 13 juin)

17-23 septembre 1871	Conférence de Londres
11 novembre 1871	<i>L'Illustration</i> publie un long article biographique consacré à Marx, avec son portrait
23 mars 1872	Vote de la loi Dufaure qui met l'AIT hors la loi en France
2-7 septembre 1872	5 ^e congrès général (La Haye)
Fin septembre 1872	Publication de la brochure blanquiste <i>Internationale et Révolution</i> , dans laquelle le Conseil général est accusé de trahison
10-25 mars 1873	Procès de Toulouse (38 prévenus)
1 ^{er} -6 septembre 1873	6 ^e congrès général « autonomiste » (Genève)
7-13 septembre 1873	6 ^e congrès général « centraliste » (Genève)
20-21 avril 1874	Procès dit « du complot de Lyon ». Désormais l'AIT n'a plus d'existence réelle en France
7-13 septembre 1874	7 ^e congrès général autonomiste (Bruxelles)
15 juillet 1876	La conférence de Philadelphie acte la dissolution de l'AIT « centraliste »
2-10 octobre 1876	Premier congrès national ouvrier à Paris, dominé par les réformistes
26-30 octobre 1876	8 ^e congrès général autonomiste (Berne)
Avril 1877	Fondation en Suisse de la Fédération française de l'AIT de tendance autonomiste
2 juin 1877	Lancement en Suisse de <i>L'Avant-Garde</i> (qui paraîtra jusqu'au 2 décembre 1878)
6-8 septembre 1877	9 ^e congrès général autonomiste (Verviers)
23 octobre 1878	Jules Guesde* et une trentaine de prévenus comparaissent devant la 10 ^e chambre correctionnelle pour avoir tenté de tenir un congrès socialiste international à Paris
15-16 avril 1879	Procès de <i>L'Avant-Garde</i> à Neuchâtel
20-31 octobre 1879	Le 3 ^e congrès national ouvrier réuni à Marseille se rallie au collectivisme et décide de fonder la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France
11 juillet 1880	« L'amnistie plénière » des communards est votée et inscrite au <i>Journal officiel</i> .

Quelques semaines plus tard, le Cercle rebaptisé Cercle d'études sociales décida de présenter des candidats aux élections, ce qui entraîna le départ des anarchistes. Déçu par l'expérience électorale, Ailloud fonda à son tour un groupe anarchiste nommé Les Ratapels, mais se montra hostile à la propagande par le fait. Bien qu'âgé, Alphonse Ailloud resta considéré pendant encore plusieurs années comme l'âme du « parti » ouvrier viennois.

Il mourut en 1889.

SOURCE : *Dictionnaire des militants anarchistes*.

ALAVOINE André



(coll. part.)

Né en 1843 à Belleville (Seine, devenu Paris XX^e), André Alavoine était commis à la préfecture de la Seine. Membre de l'Internationale, il servit comme garde au 95^e bataillon de la Garde nationale pendant le premier Sièges et fit partie dès sa constitution du Comité central en tant que délégué du IV^e arrondissement.

Sous la Commune il fut nommé sous-directeur de l'Imprimerie nationale et sauva les Archives nationales de l'incendie durant la Semaine sanglante. Le 26 mai, il tenta en vain avec d'autres d'éviter le massacre des otages rue Haxo avant de rejoindre les derniers fédérés dans l'enceinte du Père-Lachaise, d'où il réussit à s'échapper le lendemain matin. Le 3^e conseil de guerre le condamna par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Réfugié à Genève, il monta en 1873 une imprimerie, qui publia notamment des brochures de proscrits, mais aussi des éditions de luxe et même des billets de banque pour le gouvernement fédéral suisse.

Actif dans le milieu de la proscription, membre de la Solidarité adhérente à l'AIT, Alavoine en fut le trésorier. En 1880, il rédigea avec d'autres exilés la brochure *Les Proscrits français et leurs calomnieux*, qui fut imprimée par ses soins.

Membre du Comité de propagande révolutionnaire, il fit partie du comité de rédaction du journal *Le Révolté*, dont le premier numéro parut le 22 février 1879.

Il quitta Genève à l'automne 1880 et reprit une imprimerie à Paris, passage de l'Opéra.

Il mourut à Palaiseau (Seine-et-Oise) en 1909.

SOURCES : *La Commune de Paris 1871. – Les Anarchistes. Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*.

ALERINI Charles



(DR)

Né en 1842 à Bastia (Corse), bachelier, Charles Alerini fut nommé en octobre 1869 professeur de sciences physiques à Barcelonnette (Basses-Alpes).

Secrétaire correspondant de la section locale de l'AIT fondée en 1870, il fut suspendu de ses fonctions. Il devint alors le gérant du *Rappel de Provence* et prit une part très active à l'action de l'Internationale à Marseille. Le 8 août 1870, il participa à l'occupation de l'Hôtel de Ville de Marseille et à l'organisation d'une éphémère Commune révolutionnaire. Incarcéré après l'échec de cette tentative, il fut libéré à la proclamation de la République le 4 septembre.

Lors du mouvement insurrectionnel du 23 mars 1871, il fut membre de la section exécutive de la Commission départementale insurrectionnelle des Bouches-du-Rhône et organisa activement la résistance armée.

Après l'échec du mouvement, il fut condamné à mort par contumace le 24 janvier 1872.

Réfugié en Espagne, il poursuivit son action militante et fut initié à l'Alliance de la démocratie socialiste des fidèles de Bakounine.

Au congrès de La Haye, il fut un des délégués de la Fédération régionale espagnole et signa la déclaration de la minorité bakounienne. Le 15 septembre suivant, il assista à la réunion antiautoritaire internationale tenue à Saint-Imier et en fut un des trois secrétaires, ce qui lui valut d'être exclu par le Conseil général centraliste. Au printemps de 1873, il participa à la constitution à Barcelone d'un Comité de propagande révolutionnaire socialiste de la France méridionale qui se revendiquait « an-archiste », collectiviste et matérialiste, et travaillait à préparer un mouvement insurrectionnel en France.

Alerini fut un des cinq délégués de la Fédération régionale espagnole au congrès de l'Internationale antiautoritaire qui se tint à Genève en 1873, représentant également la Section de langue française de Barcelone et plusieurs sections françaises clandestines.

Arrêté peu après son retour en Espagne alors qu'il effectuait une tournée de propagande, il fut emprisonné pendant plus de deux ans à Cadix et refusa de s'évader.

Installé en Suisse après sa libération, il fit partie du Comité fédéral de la Fédération française de l'AIT qui se réunit en congrès en août 1877. Il partit ensuite pour Le Caire (Égypte). Professeur à Alexandrie, il y fut vraisemblablement membre du Cercle européen d'études sociales.

Alérini mourut en 1901 au Tonkin.

SOURCE : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.*

AMOUROUX Charles



(coll. part.)

Né en 1843 à Chalabre (Aude), Charles Amouroux était ouvrier chapelier. Il prit part à toutes les manifestations révolutionnaires des dernières années de l'Empire à Paris. Orateur prolixe et tranchant, il fit l'objet de dix condamnations et passa au total trois mois en prison. Réfugié en Belgique après sa dixième condamnation, il s'affilia à l'Internationale. Il ne revint à Paris qu'après le 4 septembre. Membre du club Saint-Nicolas-des-Champs durant le Siègle, il prit part à la journée du 31 octobre. Membre fondateur de l'Association des défenseurs de la République dans le IV^e arrondissement, puis de la Ligue de défense à outrance, il présida jusqu'au 5 novembre la commission d'armement et d'équipement de son arrondissement, avant de prendre du service dans l'artillerie.

Candidat aux élections législatives du 8 février 1871 sur la liste présentée par le conclave républicain socialiste, il ne fut pas élu.

Quelques jours après le 18 mars, il partit en mission à Lyon pour tenter de fédérer la Garde nationale lyonnaise avec celle de Paris. Mais la Commune espérée ne se matérialisa pas.

Après avoir tenté vainement d'encourager les communards de Saint-Étienne à persévérer dans l'action après l'échec des Lyonnais, Amouroux gagna Marseille, où il ne resta que deux jours, ayant entre-temps été élu à la Commune. Le 11 avril, il fut désigné pour en être le secrétaire. Il appartint à la Commission des relations extérieures (21 avril) et vota pour la création du Comité de Salut public.

Fait prisonnier dès le 21 mai, il fut détenu sur un ponton en rade de Brest, d'où il tenta sans succès de s'évader à la nage.

Trois fois condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée pour sa participation à la Commune de Paris et son action en province, il fut déporté en Nouvelle-Calédonie où il travailla comme cantonnier. En 1878, lors de la révolte des Kanak, il s'enrôla pour combattre les insurgés.

À son retour de déportation, désormais journaliste, il adhéra à l'éphémère Alliance socialiste républicaine qui rassemblait des radicaux d'extrême-gauche et des socialistes. Élu en 1881 par le quartier de Charonne (XX^e arrondissement), il fut le secrétaire, puis le vice-président du conseil municipal de Paris. Il appartenait à la loge maçonnique des Droits de l'homme. Élu député de la Loire en 1885, il siégea à l'extrême gauche, se déclarant toujours partisan de l'affranchissement des travailleurs tout en se montrant très critique vis-à-vis du programme du Parti ouvrier. Il mourut quelques semaines plus tard.

SOURCE : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.*

ANDIGNOUX Alphonse



Le Monde illustré, 17 avril 1872 (coll. part.)

Tailleur d'habits né à Toulouse (Haute-Garonne) en 1844, Andignoux fut délégué du 82^e bataillon pendant le premier Sièg. Au début de mars 1870 il fut élu membre du Comité de légion, puis, le 15, membre du Comité central de la Garde nationale pour y représenter le XV^e. Candidat dans son arrondissement lors des élections du 26 mars, il ne fut pas élu. Révoqué par le Conseil de légion du XV^e, il se retira et s'exila une quinzaine de jours plus tard.

Le 13 septembre 1872, le 17^e conseil de guerre lui infligea par contumace la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée.

Réfugié à Genève, Andignoux adhéra à l'Internationale et fit partie de la Société des proscrits en Suisse. Il fit également partie par la suite du Comité de propagande révolutionnaire et représenta la section genevoise L'Avenir au 6^e congrès de l'Internationale antiautoritaire de Genève (1^{er}-6 septembre 1873), où il siégea à la commission de la grève générale. Il collabora également à la rédaction de plusieurs feuilles révolutionnaires, parmi lesquelles *La Révolte*.

Tuberculeux, il vécut dans la misère durant son exil. Rentré en France en 1880, il mourut fin 1883.

SOURCE : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

ANDRÉ LÉO (BERA Victoire, Léodile, épouse CHAMPSEIX, dite)



(cliché Jean-Pierre Bonnet)

Née en 1824 à Lusignan (Vienne) dans une famille de notables cultivés, Léodile Béra commença dès sa jeunesse à s'intéresser aux problèmes du monde rural et au sort des femmes dans la société. Elle publia ses premiers textes dans la *Revue sociale* de Pierre Leroux. Elle épousa un de ses rédacteurs, l'ouvrier typographe Grégoire Champseix, qu'elle avait rejoint en Suisse où il s'était exilé à la suite d'une condamnation pour délit de presse. Les prénoms de leurs jumeaux, André et Léo, nés en 1853, devinrent

ensuite son pseudonyme littéraire.

La famille rentra en France après l'amnistie de 1859 et s'installa à Paris, aux Batignolles, où Grégoire mourut prématurément le 4 décembre 1863. Auteure d'essais et de romans, André Léo fréquenta les milieux intellectuels liés au protestantisme libéral et aux socialistes. En mars 1868, elle fit la connaissance de l'ouvrier teinturier Benoît Malon*. Membre du 2^e Bureau parisien de l'Internationale, il fut condamné en juillet à trois mois de prison. Leur amitié finit par se transformer en liaison.

André Léo publia en 1868 un Manifeste, signé par dix-neuf femmes, qui réclamait l'égalité entre les sexes. L'année suivante elle fonda la Société pour la revendication des droits des femmes et publia une série d'articles en réfutation des thèses antiféministes de Proudhon.

Pendant le premier Siècle, elle intervint dans le débat public et se consacra à l'organisation des secours distribués aux pauvres et aux femmes sans ressources du XVII^e arrondissement. En janvier 1870, elle fonda le journal *La République des travailleurs*, qui fut durant deux mois l'organe de l'AIT à Paris.

Partie dans le Poitou pour un court séjour après l'armistice, André Léo regagna Paris le 4 avril 1871. Pendant la Commune, elle collabora à plusieurs journaux révolutionnaires, en particulier *La Sociale*, affichant des positions politiques tranchées. Il faut, écrivait-elle, donner « la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous ». Elle se déclara en faveur de la minorité du Conseil de la Commune, affirmant que Paris n'était pas seulement une municipalité qui réclamait l'autonomie, mais qu'elle devait aussi incarner la République et respecter la démocratie et les libertés. Craignant que Paris se retrouve isolée alors qu'il lui fallait gagner l'appui des masses rurales pour espérer l'emporter, elle rédigea avec Malon un *Appel aux travailleurs des campagnes* qui fut diffusé à 100 000 exemplaires. Elle appela par ailleurs les femmes à se joindre à la lutte, demandant qu'elles puissent s'enrôler et se battre, car prétendre faire la révolution sans les femmes était une erreur.

André Léo fit partie de la commission de l'Enseignement qui créa l'école professionnelle d'art industriel pour jeunes filles de la rue Dupuytren et participa aux réunions de l'AIT. Mais elle fut surtout active au sein du Comité de vigilance des citoyennes de Montmartre, qui se préoccupait entre autres d'organiser des ambulances.

Après la Semaine sanglante, elle trouva refuge chez une amie et put au bout de quelques temps gagner la Suisse où elle rejoignit Malon, avec qui elle vécut en « union libre » jusqu'en 1878.

Proche des autonomistes au sein de l'Internationale, elle prit fait et cause pour les bakouninistes « avec son impétuosité féminine » (James Guillaume). Elle collabora en 1871 au journal *La Révolution sociale*, dans lequel elle se livra à de violentes attaques personnelles contre Marx, traité de « cervelle bismarckienne ». Elle publia la même année, sous le titre *La Guerre sociale*, le texte du discours que l'hostilité des autres délégués l'avait empêchée de prononcer au 5^e congrès de la

Ligue internationale de la paix et de la liberté à Lausanne. Elle seconda également Malon, en particulier dans la mise en œuvre de sa revue *Le Socialisme progressif*. Le couple connut en exil une vie difficile entre l'Italie et la Suisse, à la fois sur le plan matériel et sur un plan plus personnel à cause des multiples infidélités de Malon, jusqu'à la séparation finale.

Ayant repris son activité de journaliste et d'écrivain, André Léo rentra en France en 1880. Elle collabora aux journaux d'avant-garde et fut rédactrice à *L'Aurore*. Elle publia encore de nombreux romans reprenant le thème qui lui était cher de l'éducation des filles.

Malheureuse et isolée à la suite du décès prématuré de ses deux garçons, elle s'installa à la fin de sa vie dans la région parisienne, où elle mourut en 1900.

SOURCES : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. – Jean-Pierre Bonnet (dir.), *André Léo. Écrits du temps de guerre*.

ANDRIEU Jules



(cliché G. Rochereau)

Né en 1838 à Paris, bachelier ès sciences et ès lettres à seize ans, Jules Andrieu entra dans l'administration municipale à Paris.

En 1865, il créa une collection, *L'École mutuelle, cours complet d'éducation populaire*, et collabora par ailleurs au *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle* de Pierre Larousse. De 1863 à 1870, il dispensa à son domicile un enseignement destiné aux ouvriers et eut notamment comme élèves Tolain*, Charles Limousin*, Debock*, Varlin*, ainsi que les

rédacteurs de la *Tribune ouvrière*, feuille publiée par le bureau parisien de l'Internationale. « Gros homme borgne dont l'allure débonnaire cachait des convictions audacieuses et solides », il exerçait une grande influence sur ses élèves. Il était probablement déjà lui-même membre de l'Internationale.

Durant le premier Siècle, il fréquenta les clubs, déplorant le manque d'organisation du parti révolutionnaire et affirmant qu'il fallait une Commune élue.

Candidat aux élections du 26 mars dans le 1^{er} arrondissement, Jules Andrieu ne fut pas élu ; il le fut en revanche lors des élections complémentaires du 16 avril avec le soutien du Comité des vingt arrondissements. Il était à cette date chef du personnel de l'Administration communale de Paris.

Nommé délégué à la Commission des services publics et à la Commission exécutive le 20 avril, Andrieu eut pour souci majeur une organisation rationnelle et efficace de la Commune et des municipalités d'arrondissement. Il prit

Le rôle des Français dans la fondation de l'AIT

Pour comprendre comment le projet internationaliste a été pensé au départ par ses fondateurs, ainsi que le rôle qu'ont joué plus spécifiquement les Français à cette occasion, il est nécessaire de revenir en détail sur l'enchaînement des faits qui aboutira à la fondation de l'AIT le 28 septembre 1864.

Dans le but de reconstituer ce processus, il faut remonter quatre ans en arrière, quand, à la suite d'une récession économique ayant entraîné un fort chômage, les ouvriers du bâtiment de Londres déclenchent une lutte longue et dure pour obtenir la journée de neuf heures. Partout la solidarité active s'organise, y compris en France, où, discrètement, des collectes sont effectuées dans les ateliers parisiens au profit des grévistes anglais, avant que le produit n'en soit transféré à Londres par le canal des réseaux positivistes. La somme est relativement modeste (5 livres 8 shillings), mais l'impact symbolique du geste est fort, d'autant que des versements vont également arriver de Belgique et de Hollande, ainsi que des milieux immigrés polonais et hongrois.

C'est aussi à l'occasion de cette grève qu'est fondé le *London Trades Council* (Conseil des métiers de Londres) et qu'est lancé le journal *The Beehive* [La Ruche], qui deviendra rapidement le porte-parole le plus influent du mouvement ouvrier anglais, avant d'être l'organe officiel de l'AIT.

Aussi, lorsque les délégations ouvrières françaises arrivent à Londres par groupes successifs pour se rendre à l'Exposition universelle, l'un de ces groupes de visiteurs est convié par la rédaction du *Working Man* [Le Travailleur], autre hebdomadaire également né durant la grève du bâtiment pour promouvoir et faciliter le développement de sociétés coopératives, à

participer le 5 août 1862 à une *tea party* suivie d'une soirée familiale à la taverne des francs-maçons. Parmi les invités figurent notamment Ernest Fribourg* et le bronzier Tolain*, qui a sans doute été à l'origine dans le courant de l'année précédente, de l'envoi par les Parisiens d'une nouvelle aide financière aux bronziers anglais en grève. Bien qu'elle soit restée avant tout une rencontre amicale et festive, cette soirée est l'occasion de resserrer les liens entre ouvriers français et syndicalistes anglais.

Servant d'interprètes, une poignée de Français exilés à Londres ont également assisté à cette réunion, parmi lesquels l'ancien rédacteur de l'organe de l'Association internationale Alfred Talandier*. Alors que la soirée est sur le point de s'achever, un autre réfugié français, Jean-Baptiste Bocquet*, propose que soit formé à Londres un comité de correspondance dans le but d'échanger des idées avec les ouvriers de France.

Cette proposition aurait pu rester un vœu pieux si, en juillet 1863, une nouvelle révolte contre le pouvoir autocratique russe n'avait pas éclaté en Pologne, suscitant un fort mouvement de solidarité en Europe. Dans les ateliers parisiens on se mobilise en faveur des insurgés, au point même d'adresser à l'empereur de nombreuses pétitions lui demandant d'intervenir militairement contre les Russes. Et lorsqu'arrive de Londres une invitation demandant qu'une délégation française vienne participer au grand meeting de soutien à la Pologne qui se tiendra à Saint James's Hall le 22 juillet, la réponse est immédiatement positive. Un groupe de membres du Comité ouvrier polonais de Paris partent pour Londres (Tolain, Cohadon, Perrachon*, Murat*, Bibal et Aubert) en compagnie de Fribourg.

Le lendemain du meeting, une nouvelle rencontre rassemble au siège de la *Beehive* la délégation française et des représentants anglais ; le *London Trades Council* (LTC) annonce alors sa décision de préparer une adresse aux travailleurs européens. Puis le soir, tous se retrouvent à Soho au restaurant tenu par Lardaux*, fréquenté par les réfugiés français, pour un dîner organisé par Bocquet. Il apparaît alors qu'il existe une volonté partagée d'établir des relations suivies entre les ouvriers des deux pays. Présent lui aussi ce soir-là, Victor Le Lubez*, parfaitement bilingue (il parlait « épatamment l'anglais » si l'on en croit Marx), va dès lors jouer un rôle essentiel d'intermédiaire entre les représentants des deux pays. Le temps manquant, aucune disposition pratique n'est arrêtée, mais le noyau qui allait à terme fonder l'Internationale était déjà formé autour de Tolain et des dirigeants anglais du LTC Odger et Potter.

L'adresse du *London Trades Council* paraît finalement dans la *Beehive* le 5 décembre. Quelques jours plus tard, une copie en est remise à Gustave Jourdain* qui se charge d'aller à Paris la remettre en main propre à Tolain. Il y est question de travailler conjointement à la fraternité entre les peuples : « Organisons un rassemblement des représentants de France, d'Italie, de Pologne, d'Angleterre et de tous les pays où il existe une volonté de coopérer. Ayons nos congrès ; discutons des grandes questions dont dépend la paix entre les Nations. »

Quand Tolain prend connaissance de ce texte, il ne répond pas immédiatement car il est alors absorbé par la préparation du Manifeste des Soixante (qui est rendu public le 17 février). Il réagira finalement de manière positive par l'intermédiaire d'Henri Lefort*, qui, exilé dans les années 1850 à Jersey et Guernesey, a gardé des contacts avec les réfugiés londoniens, notamment Le Lubez.

Dès lors les événements vont s'enchaîner, allant dans le sens d'une coopération transmanche

toujours plus étroite. En avril 1864, une délégation fait le déplacement depuis Paris pour rencontrer le Comité Garibaldi (présidé par Odger) et, à cette occasion, elle propose de façon officielle la tenue à Londres d'un congrès. Il est alors décidé de mettre en place un comité d'organisation provisoire.

En juin, alors que les ouvriers porcelainiers de Limoges sont en grève, la *Beehive* lance un appel à les soutenir. Le mois suivant, Talandier (originaire lui-même de Limoges) et Le Lubez sont reçus à ce sujet par le *London Trades Council*. Après qu'Odger a rappelé le geste des Français en 1860, les syndicalistes anglais décident de lancer une collecte.

On est déjà entré dans la phase finale du processus. En août, la *Beehive* publie une lettre de Le Lubez annonçant qu'un meeting se tiendra le 28 septembre et que les délégués français y présenteront « un plan ayant pour but d'unir les peuples d'Europe et formulant le vœu qu'ils reçoivent le soutien cordial et pérenne » des ouvriers anglais. Aussitôt les ralliements affluent. D'habitude plutôt frileux, le *London Trades Council* annonce l'envoi d'une délégation officielle. Dans le but d'étoffer la représentativité de la future association, c'est encore Le Lubez qui est chargé d'aller trouver Karl Marx à son domicile pour lui demander d'être présent et de désigner l'ouvrier allemand appelé à prendre la parole lors du meeting (ce sera le tailleur Georg Eccarius).

Le 28 septembre s'ouvre donc à Saint Martin's Hall en présence d'une foule compacte le meeting destiné à officialiser la naissance de l'Association internationale des travailleurs, première organisation née de la coopération directe entre les représentants ouvriers français et anglais. Les frais de voyage de la délégation française (Tolain, Perrachon et Antoine Limousin) ont été couverts par une contribution volontaire de 25 centimes versée chaque semaine par un petit groupe d'ouvriers et d'artisans du faubourg

Saint-Antoine et du faubourg du Temple. Le positiviste anglais Beesly, qui préside le meeting, ouvre la séance en faisant un historique rapide des contacts franco-anglais qui ont précédé cette soirée. Puis entre les intermèdes musicaux proposés par la chorale ouvrière allemande, les orateurs se succèdent. Odger est très applaudi quand il appelle à soutenir les rebelles Polonais. C'est ensuite le tour de Tolain, qui s'exprime en français et dont le discours est aussitôt traduit par Le Lubez, le coordinateur officieux du meeting. On y trouve ces mots, qui peuvent à eux seuls résumer l'état d'esprit des participants :

« Il faut que les peuples fassent entendre leur voix [...] Travailleurs de tous les pays qui souhaitez être libres, c'est maintenant à votre tour de tenir des congrès. C'est le peuple qui revient enfin sur la scène, ayant conscience de sa force et se dressant en face de la tyrannie dans l'ordre politique, en face du monopole, du privilège dans l'ordre économique. »

Pour finir, Le Lubez prend lui-même la parole afin de présenter le plan d'une organisation internationale prévoyant la mise en place à Londres d'une commission centrale ainsi que des sous-commissions dans toutes les capitales européennes, de dresser la liste des questions à débattre et de faire connaître leur avis. La formule proposée est suffisamment vague et innocente pour ne pas donner à la police française un motif de tuer dans l'œuf la nouvelle organisation. Il est également proposé qu'un congrès ouvrier se tienne en Belgique l'année suivante. Finalement, un conseil provisoire de 31 membres est élu par acclamation : il comprend 24 Anglais, mais seulement 3 Français (Bocquet, Le Lubez et Denoual*). Présent sur l'estrade au milieu des organisateurs, Marx a assisté silencieusement à la soirée. Mais il a déjà compris que l'événement est susceptible d'entraîner des conséquences d'une portée encore impossible à évaluer.

Une fois que la foule s'est dispersée au son de *La Marseillaise*, chantée en français, en anglais et en allemand, les principaux acteurs de la soirée se retrouvent dans une auberge proche pour fêter la naissance de l'Association internationale des travailleurs.

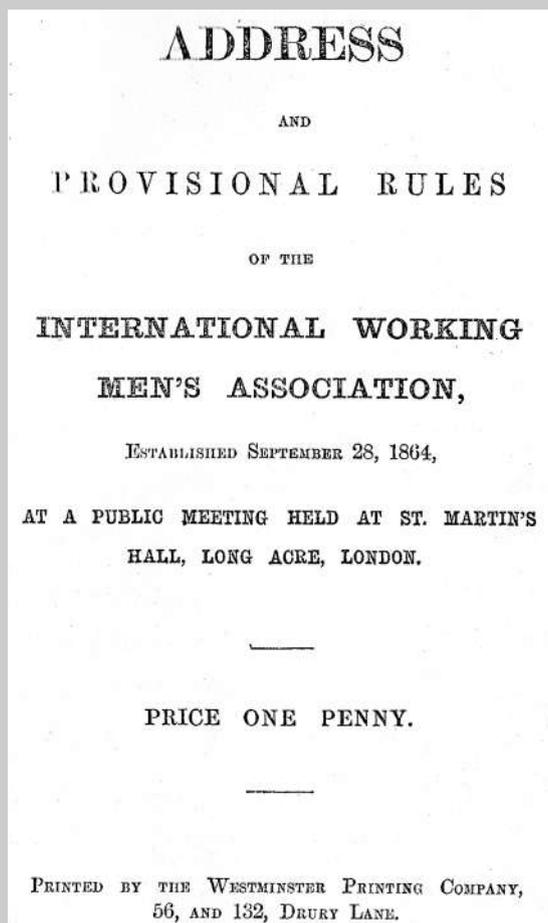
S'agissant du rôle joué par les Français dans la fondation de l'AIT, il est toutefois un point sur lequel subsistent quelques incertitudes. Il s'agit du rôle joué en coulisse par la loge maçonnique secrète des Philadelphes, qui rassemble proscrits et exilés révolutionnaires français réfugiés à Londres. Les archives maçonniques font en effet apparaître que tous les Français résidant alors à Londres que l'on a vus s'impliquer lors des différentes étapes de la fondation de l'AIT (Bocquet, Jourdain, Talandier, Le Lubez) appartenaient à la loge en question. Dans la mesure où ils furent incontestablement très actifs, on est en droit de se demander quelle a été leur influence réelle.

La première chose à noter est qu'ils ne furent pas à l'origine des premiers contacts qui se nouèrent autour de questions relevant de la solidarité matérielle concrète. Ont-ils alors influé sur la nature de la future organisation ? Sans doute pas, dans la mesure où celle-ci a pris la forme d'une organisation ouverte et publique, et non d'une société secrète. Ont-ils en sous-main contribué à définir son programme ? Pas de manière décisive en tout cas puisque celui-ci s'est bâti sur la convergence des objectifs poursuivis par les syndicalistes anglais et ceux qui tentaient de relancer le mouvement ouvrier en France après avoir signé le Manifeste des Soixante.

Comment expliquer alors cet engagement marqué des Philadelphes durant les deux ans qui précédèrent le meeting de Saint Martin's Hall ? Sans doute fondamentalement parce qu'ils voyaient dans la création de l'AIT un événement susceptible de les aider à terme à atteindre leurs propres objectifs, à savoir renverser l'Empire pour

revenir aux idéaux d'une République démocratique et sociale hérités de l'expérience de 1848. Leur rôle, certes loin d'être négligeable, se limita en fait essentiellement à faciliter les contacts (leurs réseaux fonctionnaient entre Paris et Londres), et leur connaissance de la langue anglaise s'avéra fort utile lors des rencontres réunissant des ouvriers qui avaient rarement eu l'occasion de pratiquer les langues étrangères à l'école. L'AIT fut donc bien en dernière analyse « un enfant né dans les ateliers de Paris et mis en nourrice à Londres » pour reprendre la très juste formule du délégué français Bibal.

Deux constats s'imposent pour finir. L'idée de mettre sur pied une organisation internationale regroupant les ouvriers de tous les pays et sa concrétisation furent d'emblée une affaire franco-britannique. Et contrairement aux tentatives précédentes, les acteurs principaux ne furent pas des exilés et des hommes politiques installés à Londres, mais bien des représentants *ouvriers* et des *syndicalistes*, c'est à dire des « forces réelles ». On est décidément assez loin de la légende qui s'est longtemps efforcée de présenter Karl Marx comme le « véritable » fondateur de l'AIT. ◀



(Coll. part.)

Les Internationaux, la guerre et la proclamation de la République

Au début du mois de juillet 1870, l'Internationale se trouve de nouveau confrontée à une situation difficile. À l'issue du troisième procès intenté à sa direction parisienne (22 juin-5 juillet), elle a pour la deuxième fois été déclarée formellement dissoute. Ses principaux dirigeants sont en prison ou en fuite, ses sections désorganisées. C'est donc dans un état de grande impréparation qu'elle va devoir affronter ce terrible moment de vérité qu'est la guerre.

Les Internationaux vont pourtant tenter de faire face, non sans courage. Le 12 juillet, alors que les rumeurs de conflit se précisent, plusieurs centaines de Parisiens répondant à leur appel défilent contre la guerre sur les boulevards et rédigent une adresse « Aux travailleurs de tous les pays », également datée du 12 (« Travailleurs français, allemands, espagnols, que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre ») ; dans les jours qui suivent, 250 adhésions supplémentaires à ce texte sont transmises par 11 sections de quartier qui ont pu se réunir. Passé quasiment inaperçu en France, l'appel de la Fédération parisienne ne recueillera que peu d'échos outre-Rhin.

À cette date, les 27 sections de quartier qui manifestent des signes d'activité regroupent sans doute un peu plus de 1 000 adhérents. Mais il faut également prendre en compte les adhérents des sociétés ouvrières regroupées au sein de la Chambre fédérale qui continuent de fonctionner et sont de véritables antennes de l'AIT, auxquelles il faut également ajouter les sociétaires des quatre succursales de la Marmite, dont le rôle est capital dans la mesure où ce sont des lieux de discussion et d'information

fréquentés quotidiennement par les militants. Cette Internationale née à la suite des procès de 1868 est profondément républicaine et révolutionnaire. Elle aspire à une république authentiquement démocratique et sociale, dans laquelle les sociétés corporatives formeront « les éléments naturels de l'édification sociale de l'avenir » (Varlin). Reste pour les Internationaux un problème de taille : comment faire pour diffuser et populariser leurs idées ? Ils n'ont pas de journal à eux pour faire connaître leurs propositions et leurs mots d'ordre. Et leurs principes pacifistes et antimilitaristes vont en fait très vite être largement balayés par la vague de sentiment patriotique suscitée par la montée des tensions.

Une fois la guerre commencée, l'internationalisme professé par l'AIT va devenir rapidement inaudible. D'autant plus que la guerre a pour corollaire la mobilisation, qui va accroître encore la désorganisation dans les rangs de l'Internationale, en affaiblissant en particulier les sociétés corporatives (sans toutefois les détruire totalement, puisqu'on en verra plusieurs reparaitre timidement dès septembre).

La chute de Sedan scelle la fin de l'Empire. Le 4 septembre 1870, la République est proclamée. Présents en force dans la foule qui s'est massée devant le palais Bourbon, c'est pourtant en spectateurs plus qu'en acteurs que les Internationaux assistent à cet événement, qu'ils n'ont ni organisé ni contrôlé. Alors qu'ils sont en route pour regagner le siège de la Fédération parisienne place de la Corderie en fin d'après-midi, Charles Longuet et Édouard Vaillant s'arrêtent dans un bureau de télégraphe

pour adresser une dépêche à Marx : « République proclamée. Agissez immédiatement sur vos amis en Allemagne. »

Avant même que Marx ait reçu le télégramme (il lui est remis à son domicile londonien vers deux heures du matin), les Internationaux réunis à la Corderie ont déjà arrêté toute une série de décisions. Ayant décrété la permanence, l'AIT est en fait la première formation politique parisienne à se mettre en ordre de bataille pour réagir aux événements.

Il est d'abord arrêté une première série de revendications (elles seront soumises tard dans

la nuit à Gambetta) : élection d'un conseil municipal, suppression de la préfecture de Police et dissolution du corps des sergents de ville, annulation des condamnations politiques, armement en masse.

Plus tard dans la soirée, l'AIT rédige le texte d'une affiche, publiée en deux langues, qui s'adresse aux Allemands (et qui sera critiquée par Marx qui la trouve trop chauvine) pour leur demander de « repasse[r] le Rhin » maintenant que la chute de Napoléon III est acquise, parce que « le peuple français ne fait pas la paix avec un ennemi qui occupe son territoire ».

An das deutsche Volk !

AN DIE SOCIAL-DEMOKRATIE

DER DEUTSCHEN NATION

Du fuehrest den Krieg nur gegen den Kaiser, und nicht gegen die Franzoesische Nation, hat deine Regierung erkleert.

Der Mann welcher diesen bruedermoerderischen Kampf entfesselte, der nicht zu sterben wusste und der sich nun in deiner Gewalt befindet, existiert nicht fuer uns.

Das Reipublikanische Frankreich ladet dich ein, im Namen der Gerechtigkeit deine Heere zurueck zu ziehen, sonst muessen wir kempfen bis auf den letzten Mann und dein wie unser Blut in Stroemen vergossen.

Mit der Stimme von 38 Millionen Wesen, besetzt von demselben patriotischen und revolutionairen Gefuehl, wiederholen wir dir, was unsere Vaeter, dem verbuendeten Europa gegenueler im Jahre 1793 erkleerten :

- Das Franzoesische Volk macht keinen Frieden mit dem Feinde der sein Land belagert.
- Das Franzoesische Volk ist der Freund und Verbuendeter aller freien Voelker. — Es mischt sich nicht in die Regierung der uebrigen Nationen ein; es dueldet aber auch

- nicht, dass sich die andern Nationen in die seine ein mischen. •

Kehre ueber den Rhein zurueck !

Ueber den beiden Ufern des bestrittenen Flusses reichen wir uns, Deutschland und Frankreich, die Bruderhand.

Vergessen wir die militairischen Verbrechen welche uns die Despoten haben gegenseitig begangen lassen.

Rufen wir die Freiheit, Gleichheit und Bruderlichkeit der Voelker aus. •

Grundnen wir durch unsern Bund die VEREINIGTEN STAATEN EUROPAS.

ES LEBE DIE UNIVERSAL REPUBLIK !

Socialdemokraten Deutschlands, die ihr vor der Kriegserkleerung, gleich uns zu Gunsten des Friedens protestiert habt, die Socialdemokratie Frankreichs rechnet mit Sicherheit auf euch, dass ihr an die Ausrottung des internationalen Hasses, der allgemeinen Entwuaffnung und der oekonomischen Harmonie, mit ihr kempfen werdet.

Im Namen der Geueerkgenossenschaften und franzoesischen Sectionen der internationalen Arbeiter-Association,

CH. BESLAY. — BRIOSNE. — RACHRUCH. — CAMÉLINAT. — CHASSIN. —
CHEMALÉ. — DUPAS. — FRANKEL. — HERVÉ. — LANDECK. —
LEVERDAYS. — LONGUET. — MALON. — MARCHAND. —
PERRACHON. — VARLIN. — TOLAIN. — VAILLANT.

Paris, den 6 September 1870.

Paris. — Imprimerie VUBUSSON et C, rue Coq-Héron, 5. — 403

Dès le lendemain, plusieurs centaines d'ouvriers, militants syndicalistes et membres de l'AIT présents lors d'une réunion rue au Maire (III^e arrondissement) décident la création dans chaque arrondissement de comités républicains, parfois qualifiés de comités de vigilance ou de défense, appelés à déléguer chacun deux représentants dans le but de constituer un Comité central. Pour les Internationaux, qui sont à l'initiative de cette réunion, il s'agit de favoriser l'unité de tous les révolutionnaires. Entre le 6 et le 8 septembre se forment arrondissement après arrondissement un ensemble de comités dans lesquels les Internationaux sont présents en force. Dans le XIII^e, la section de Maison blanche, contrôlée par les blanquistes, a carrément pris en main la municipalité ; et il en va de même dans le XI^e où le conseil municipal provisoire est entièrement composé de militants de l'AIT.

La constitution du Comité central est effective dès le 11. Il s'installe aussitôt à la Corderie du Temple à l'invitation de la Fédération des chambres syndicales.

Entre-temps, une des conséquences de la proclamation de la République a été la libération des responsables de l'Internationale emprisonnés et le retour des exilés. De nouveau à son poste, Varlin* se démène pour battre le rappel des militants et remettre les sections en ordre de marche. Lucide et réaliste face aux possibilités du moment, il en arrive rapidement à la conclusion qu'il est préférable de renoncer à agir en tant qu'organisation séparée : mieux vaut pousser chaque militant à agir dans son milieu, dans sa municipalité, dans son bataillon de la Garde nationale, dans son quartier. Ce qu'il prône c'est donc une mise en retrait volontaire de l'Internationale au profit de l'investissement des militants dans des tâches de défense au moment même où Paris est sur le point de se retrouver coupée du reste de la France.

Commence dès lors une discrète course de vitesse, sinon avec un gouvernement provisoire faible et irrésolu qui songe déjà à admettre la défaite, du moins avec un Gambetta qui se montre pour sa part énergique dans l'organisation de la guerre et tout aussi décidé à ne pas se laisser dicter sa conduite par les éléments révolutionnaires, ainsi qu'en témoigne sa décision de nommer très rapidement des municipalités dans les différents arrondissements afin de court-circuiter toute tentative d'élection populaire.

Ce choix est d'ailleurs payant, puisque la « première Affiche rouge » (en réalité rose fuchsia) signée le 15 septembre par les 48 membres du Comité central, dont une grosse trentaine de membres avérés de l'Internationale, afin d'exposer son programme peut se résumer, bien qu'elle appelle déjà à la formation d'une Commune, en une offre de service au gouvernement provisoire pour organiser la défense et la mise en œuvre de réformes républicaines. Son programme tient en quelques grandes revendications : suppression de la police d'État, mise en place de magistrats nommés par les municipalités et secondés par la Garde nationale, élection et responsabilité de tous les fonctionnaires, liberté de la presse et de réunion, suppression du budget des cultes, annulation de toutes les condamnations politiques, réquisition des marchandises et rationnement pour pouvoir soutenir un siège (qui sera effectif moins d'une semaine plus tard).

Cette position des Internationaux est d'ailleurs confirmée dans une circulaire adressée aux « frères » de province : « Nous concourons à la Défense nationale qui est la chose capitale du moment. »

Comme il est désormais clair que Bismarck a décidé de poursuivre la guerre en dépit du changement de régime, les Internationaux parisiens, conscients que la survie de l'AIT tient désormais à son républicanisme, sont prêts à soutenir

activement le gouvernement de la Défense nationale, contrairement aux membres de la branche française de Londres accourus à Paris sitôt l'Empire renversé, qui rêvent pour leur part de fomenter une nouvelle révolution pour le renverser.

Quoique refusant toute tentative révolutionnaire jugée prématurée, les Internationaux parisiens ne sont pas prêts à accepter de se compromettre avec un gouvernement qui semble tergiverser. La guerre défensive pour préserver la République reste leur préoccupation principale (Marx lui-même admet que c'est là une position justifiable). Et tout indique que les Internationaux ne se contentent pas de paroles. Ils sont actifs pour encourager la mobilisation populaire dans les dizaines de bataillons de la Garde nationale qui se forment dans chaque arrondissement, tout en s'efforçant d'organiser les ateliers de production d'armement.

Très rapidement pourtant, les rapports entre le Comité central et le gouvernement se tendent.

Pour aller plus loin

– Jean Dautry et Lucien Scheler, *Le Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris (septembre 1870-mai 1871), d'après les papiers inédits de Constant Martin et les sources imprimées*, Paris, Éditions sociales, 1960.

– Jacques Rougerie, « Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des vingt arrondissements », *Le Mouvement social*, n° 37, octobre-décembre 1961, p. 3-29.

L'attitude équivoque du gouvernement suscite une méfiance grandissante. N'ayant pas obtenu l'organisation d'élections municipales, le Comité central organise une série de manifestations entre le 20 et le 25 septembre. Le 8 octobre, il appelle à un rassemblement devant l'Hôtel de Ville, espérant faire pression sur les membres du gouvernement. Mais faute d'avoir réuni un nombre suffisant de participants, la tentative échoue et entraîne le départ des éléments les plus modérés derrière Charles-Louis Chassin.

À la suite de cette manifestation, l'AIT devient soudain plus méfiante vis-à-vis de l'action purement politique. Vers la mi-octobre, elle commence visiblement à prendre ses distances avec le Comité central pour se concentrer sur la réorganisation de ses propres forces, nécessaire pour pouvoir espérer peser davantage sur la marche des événements.

Mais en réalité, c'est aussi parce que se dessinent au même moment les prémises d'une crise interne. ●

– Jacques Rougerie, « L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 », in J. Rougerie (dir.), *1871. Jalons pour une histoire de la Commune*, Paris, PUF, 1973.

– Julien Grimaud (dir.), *De la correctionnelle à l'assaut du ciel. L'Association internationale des travailleurs à Paris, mai 1870-mai 1871*, Nancy, L'Arbre bleu, 2023.

L'AIT durant le premier Siège

Du 4 septembre 1870, date de la proclamation de la République, jusqu'au 19 septembre, jour où la capitale totalement encerclée se retrouve coupée du reste de la France, les Internationaux parisiens se sont totalement investis dans l'effort de Défense nationale en procédant à la mise en place du Comité central des vingt arrondissements. Mais avec le Siège, c'est pour eux une période sombre qui commence.

L'entrevue de Ferrières entre Jules Favre et Bismarck (19-20 septembre) donne naissance aux premiers soupçons quant à la volonté réelle du gouvernement provisoire de poursuivre la lutte. On voit en réaction l'attitude du Comité central commencer à évoluer. Le 8 octobre, il appelle à manifester pour imposer la tenue rapide d'élections municipales. Mais faute d'avoir été sérieusement préparée, la manifestation ne reçoit pas le soutien populaire escompté et débouche sur un échec. Le Comité central semble dès lors hésiter entre deux lignes de conduite : faut-il continuer d'accorder au gouvernement un soutien exigeant, ou faut-il au contraire adopter une posture de défiance ? C'est le moment que choisissent les Internationaux, qui en ont jusque-là été les principaux animateurs, pour prendre leur distance par rapport à l'action purement politique. Considérant qu'ils n'ont de toute façon plus rien à gagner à ajourner la question sociale, ils préfèrent se concentrer désormais sur la réorganisation de leurs propres forces.

Est-ce parce que se dessinent au même moment les prémices d'une crise interne ? En fait la méfiance vis-à-vis de la politique ne concerne pas seulement le gouvernement. Elle concerne aussi Blanqui et les blanquistes, entrés

en force dans l'Internationale au cours des mois qui ont précédé le déclenchement du conflit. Porteurs d'une conception toute politique de la Révolution, ils ont trop tendance aux yeux des collectivistes et des syndicalistes à subordonner l'économique et le social au politique.

Or, les blanquistes sont déjà à l'œuvre pour reconstituer les sections de quartier et renforcer leurs positions au sein de l'AIT. Onze sections (plus les quatre Marmites) fonctionnent déjà lorsque le soulèvement manqué du 31 octobre, consécutif à la trahison de Bazaine à Metz, met en évidence le manque d'assise populaire du parti révolutionnaire et les dangers d'une action qui s'apparente à de la gesticulation. Pour le Conseil fédéral, la priorité est clairement à la réorganisation de l'Internationale. D'autant que si les sections parviennent tant bien que mal à se relancer, il n'en va pas forcément de même avec les sociétés corporatives, davantage affectées par la mobilisation dans le cadre de la Garde nationale. Lors des élections municipales qui se tiennent les 5-7 novembre, les candidats qui se revendiquent de l'Internationale enregistrent d'ailleurs des résultats médiocres dans un contexte général de recul des forces progressistes.

Pire, il existe désormais deux Conseils fédéraux parisiens qui se font concurrence. Le premier, qui compte parmi ses membres Beslay*, Lacord*, Lucipia* et Arsène Kin*, semble vouloir persévérer dans une ligne de soutien au Comité central des vingt arrondissements. L'autre, qui comprend les principaux dirigeants de la majorité collectiviste (Varlin*, Malon*, Frankel*, Hamet*, Mangold*...) entend défendre une politique nouvelle fondée sur le développement de

l'organisation elle-même. Un de ses objectifs immédiats est d'ailleurs le lancement d'un journal qui lui permettrait de faire connaître son programme. Outre des réformes immédiates (suppression du budget des cultes, de la préfecture de police, abrogation des lois touchant au droit de réunion, d'association, liberté de la presse...), il propose une vision à plus longue échéance concernant l'organisation du travail, les questions de crédit et d'échange ainsi que celles concernant les services publics ou l'instruction intégrale, qui permettra à terme l'avènement d'une république des travailleurs fondée sur la fédération des communes et la propriété collective des principaux moyens de production. L'existence de ces deux conseils rivaux va perdurer au moins jusqu'à la fin de l'année, interférant d'ailleurs avec d'autres dissidences.

À mesure qu'elles s'efforcent de se reconstituer, les sections se sont plus ou moins regroupées en trois pôles distincts. Dans le Nord-Ouest parisien, le XVII^e arrondissement, dont Malon a été élu maire adjoint, est devenu un véritable refuge pour les militants collectivistes. Beaucoup, et non des moindres (Varlin, Chalain*, Combault*, Langevin*, Mangold...), militent désormais activement dans une des trois sections de cet arrondissement. Lesquelles se sentiront suffisamment fortes pour lancer en janvier 1871 le journal qui a jusqu'alors cruellement fait défaut aux Internationaux. *La République des travailleurs* disparaîtra toutefois au bout de six numéros, au moment où elle tente de se transformer en quotidien.

Un deuxième pôle se constitue autour de la section de l'Est, dont la figure de proue est Auguste Serraillier*, l'émissaire du Conseil

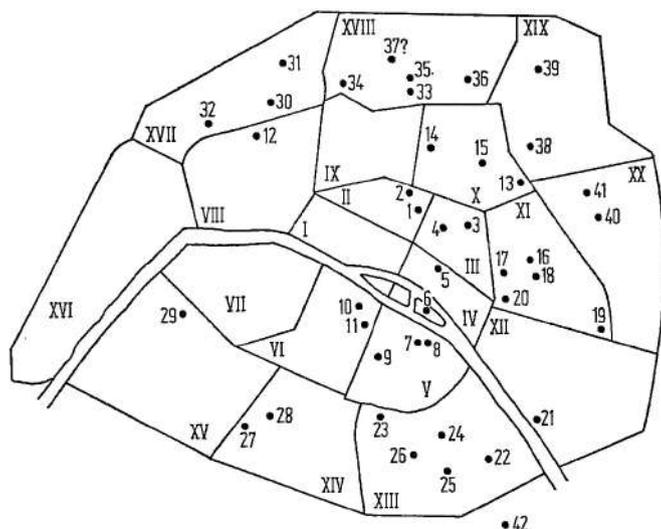
général londonien, qui ne tardera pas à jouer sa propre partition.

Le troisième est celui qui regroupe les sections de la rive gauche, solidement tenues en main par les blanquistes. Bien qu'ils souscrivent officiellement au programme « progressif » du nouveau Conseil fédéral, leur objectif inavoué est de préparer à brève échéance la révolution sociale et patriotique qui balayera le gouvernement provisoire. Pour y parvenir, ils s'efforcent de nouer des alliances avec tous les éléments jugés suffisamment révolutionnaires, des sections de Libre Pensée aux républicains laïques et socialistes, en passant par le Comité central et la Ligue de défense à outrance, sans oublier de recourir à la tactique de l'entrisme pour parvenir à leurs fins.

C'est dans ce contexte que se produit le 5 janvier la tentative avortée d'organiser un soulèvement, tentative restée célèbre à cause de la mythique « Affiche rouge » (la deuxième du nom, dont il sera question plus loin).

Rien d'étonnant si, dans ces conditions, l'Internationale divisée et affaiblie s'avère plus que jamais incapable de jouer un rôle décisif. D'autant que tout à la fin de l'année 1870, la tentative de Serraillier de faire élire un nouveau Conseil fédéral, vient encore ajouter à la confusion en appelant les Internationaux « à s'emparer du pouvoir politique comme moyen pour arriver à l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ». Cette nouvelle fracture interne, dont on peine à entrevoir les causes et la portée réelle, aurait concerné 11 sections, soit plus de la moitié de celles qui sont alors actives ; elle handicaperait le fonctionnement de l'Internationale jusqu'à la fin du Siècle.

Carte des Sections parisiennes pendant le Siècle et la Commune



- Arr^t
- II 1. Est. 2. Flourens.
 - III 3. Cercle d'Etudes sociales. 4. Vertbois.
 - IV 5. Marmite 2^e groupe. 6. Brantôme.
 - V 7. Panthéon. 8. Sociale des Ecoles. 9. Gobelins.
 - VI 10. Marmite 1^{er} groupe. 11. Ecole-de-Médecine.
 - VIII 12. Malesherbes.
 - X 13. Hôpital-Saint-Louis. 14. Poissonnière. 15. Récollets.
 - XI 16. Cercle mutualiste. 17. Richard-Lenoir. 18. Faubourg-du-Temple. 19. Faubourg-Saint-Antoine. 20. Popincourt.
 - XII 21. Gare d'Ivry et Bercy.
 - XIII 22. Maison-Blanche. 23. Club du XIII^e. 24. Panthéon-XIII^e réunies. 25. Duval. 26. La Glacière.
 - XIV 27. Montrouge. 28. Marmite 3^e groupe.
 - XV 29. Vaugirard.
 - XVII 30. Batignolles. 31. Marmite 4^e groupe. 32. Ternes.
 - XVIII 33. Montmartre. 34. Grandes-Carrières. 35. Château-Rouge. 36. Stephenson. 37. Acacias(?)
 - XIX 38. Combat. 39. La Villette.
 - XX 40. Belleville. 41. Couronnes.
 - IVRY 42. Section des Ivryens.

SOURCE : Jacques Rougerie, « L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 », in J. Rougerie (dir.), 1871. *Jalons pour une histoire de la Commune*, Paris, PUF, 1973, p. 27.

L'existence même de ces divisions pose au fond la redoutable question de savoir ce qu'est alors un International. Car l'AIT est en réalité devenue un centre de ralliement pour quantité de militants que rapproche une aspiration commune à un changement radical de société, mais sans pour autant qu'ils souscrivent par ailleurs à

son programme (si tant est qu'il soit clairement défini).

Un moment difficile à traverser donc pour l'AIT, qui, en tant qu'organisation, s'est montrée hésitante, divisée, faible, incapable en somme de peser vraiment sur le cours des événements faute d'avoir su fixer un cap clair.

Ce serait toutefois une erreur de ne pas prendre en compte l'action individuelle de ses adhérents, qui, de façon plus ou moins visible, se sont investis pleinement dans la défense de la capitale au sein de leur bataillon de la Garde nationale, mais aussi dans des activités de gestion municipale ou d'aide aux défavorisés,

et dans les clubs populaires où ils ont fait entendre la voix de l'Internationale. Car ce sont ces hommes (parfois aussi ces femmes), que l'on retrouvera quelques semaines plus tard aux responsabilités sous la Commune, forts de la popularité ainsi acquise dans leur quartier. ●

Pour aller plus loin

- *Les Séances officielles de l'Internationale à Paris pendant le Siège et pendant la Commune*, Paris, Lachaud, 1872.
- Jean Dautry et Lucien Scheler, *Le Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris (septembre 1870-mai 1871), d'après les papiers inédits de Constant Martin et les sources imprimées*, Paris, Éditions sociales, 1960.
- Jacques Rougerie, « Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des vingt arrondissements », *Le Mouvement social*, n° 37, octobre-décembre 1961, p. 3-29.

- Jacques Rougerie, « L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 », in J. Rougerie (dir.), *1871. Jalons pour une histoire de la Commune*, Paris, PUF, 1973.
- Julian P. W. Archer, *The First International in France, 1864-1872. Its Origins, Theories, and Impact*, Lanham, University Press of America, 1997.
- Julien Grimaud (dir.), *De la correctionnelle à l'assaut du ciel. L'Association internationale des travailleurs à Paris, mai 1870-mai 1871*, Nancy, L'Arbre bleu, 2023.

L'affiche rouge (5 janvier 1871)

Dans l'imaginaire populaire, l'« Affiche rouge » du 5 janvier 1871 (en fait la deuxième du nom après celle du 15 septembre) a souvent pris une dimension symbolique très forte, à la fois du fait de sa couleur (mythifiée, car le papier est en réalité rose foncé) et surtout de sa conclusion prophétique : « Place au peuple ! Place à la Commune ! »

Pourtant, les historiens continuent de s'interroger avec Jacques Rougerie sur sa signification ainsi que sur sa portée réelle.

Pour tenter de démêler ce qui s'est passé, il faut commencer par se pencher sur le contexte. La situation à Paris est en passe de devenir catastrophique pour les classes populaires qui souffrent de la faim et du froid, tandis qu'aucune solution ne semble se dessiner sur le plan militaire. Considérablement affaibli à la suite de l'échec de la « journée » du 31 octobre et des élections qui ont suivi, le mouvement révolutionnaire est de nouveau en train de reprendre de la vigueur. Si elle est essentiellement l'œuvre d'Internationaux, l'« Affiche rouge » n'émane pas officiellement de l'AIT, mais de la Délégation des vingt arrondissements, nouvelle appellation du Comité central des vingt arrondissements. Lors de la réunion tenue le 30 décembre, il a été arrêté à la demande des militants du V^e arrondissement le principe d'une réunion au cours de laquelle serait dressée la liste, arrondissement par arrondissement, des membres de la future Commune dont l'urgence de la situation commande la mise en place sans délai afin de remplacer un gouvernement de la Défense nationale qui se refuse à agir vigoureusement. Dans l'esprit de beaucoup, il s'agit en fait ni plus ni moins d'appeler à un sursaut révolutionnaire analogue à la tentative de prise du pouvoir qui a échoué de justesse le

31 octobre, afin d'instaurer une Commune révolutionnaire composée de membres désignés par les réunions populaires dans les différents arrondissements. Derrière cette opération, on peut sans hésiter distinguer la main des blanquistes, nombreux on l'a dit à avoir rejoint les rangs de l'Internationale au cours de l'année précédente.

Lors de cette réunion, qui se tient le 4 ou le 5 janvier, les militants appelés à composer la future Commune sont choisis pour chaque arrondissement (à charge sans doute de faire ratifier leur désignation par des assemblées de quartier) et tous sont invités à se réunir place de la Corderie.

Afin que la nouvelle Commune soit prête à prendre la relève du gouvernement défaillant en cas de succès de l'opération, il est nécessaire de rédiger un programme d'action dans lequel seront définies les mesures d'urgence qu'elle devra prendre sur le champ. Vallès*, Vaillant*, Tridon* et Leverdays* sont alors chargés de le rédiger. Mais sur l'insistance d'un certain nombre de participants à la réunion, ils renoncent à donner au texte la forme initialement prévue d'un appel aux armes explicite. L'exigence de mise en place d'un Comité de Salut public est elle aussi abandonnée. Le texte adopté est donc finalement une simple mise en demeure, certes ferme, adressée au gouvernement.

Tirée dans une imprimerie du V^e arrondissement, l'« Affiche rouge » est placardée dans la nuit du 5 au 6, mais visiblement elle ne sera pas comprise par ceux qui ont pu la lire avant qu'elle soit systématiquement lacérée par la police.

Que s'est-il passé ? Pourquoi les blanquistes les plus déterminés ont-ils reculé à la dernière

Au peuple de Paris,
Les délégués des vingt arrondissements de Paris.
Le gouvernement, qui, le 4 septembre, s'est chargé de la défense nationale a-t-il rempli sa mission ? – Non !

Nous sommes 500 000 combattants et 200 000 Prussiens nous étreignent ! À qui la responsabilité, sinon à ceux qui nous gouvernent ? Ils n'ont pensé qu'à négocier au lieu de fondre des canons et de fabriquer des armes.

Ils se sont refusés à la levée en masse.

Ils ont laissé en place les bonapartistes et mis en prison les républicains.

Ils ne se sont décidés à agir enfin contre les Prussiens qu'après deux mois, au lendemain du 31 octobre. Par leur lenteur, leur indécision, leur inertie, ils nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme : ils n'ont su ni administrer ni combattre, alors qu'ils avaient sous la main toutes les ressources, les denrées et les hommes.

Ils n'ont pas su comprendre que, dans une ville assiégée, tout ce qui soutient la lutte pour sauver la patrie possède un droit égal à recevoir d'elle la subsistance ; ils n'ont rien su prévoir : là où pouvait exister l'abondance, ils ont fait la misère ; on meurt de froid, presque déjà de faim ; les femmes souffrent, les enfants languissent et succombent. La direction militaire est plus déplorable encore : sorties sans but ; luttes meurtrières sans résultats ; succès répétés qui pouvaient décourager les plus braves ; Paris bombardé. Le gouvernement a donné sa mesure : il nous tue. Le salut de Paris exige une décision rapide. Le gouvernement ne répond que par la menace aux reproches de l'opinion. Il déclare qu'il maintiendra L'ORDRE, comme Bonaparte avant Sedan.

Si les hommes de l'Hôtel de Ville ont encore quelque patriotisme, leur devoir est de se retirer, de laisser le peuple de Paris prendre lui-même le soin de sa délivrance. La municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle, est l'unique salut du peuple, son seul recours contre la mort. Toute adjonction, ou immixtion du pouvoir actuel ne serait qu'un replâtrage, perpétuant les mêmes errements, les mêmes désastres. Or la perpétuation de ce régime, c'est la capitulation, et Metz et Rouen nous apprennent que la capitulation n'est pas seulement encore et toujours la famine, mais la ruine et la honte. C'est l'armée et la Garde nationale transportées prisonnières en Allemagne et défilant dans les villes sous les insultes de l'étranger, le commerce détruit, l'industrie morte, les contributions de guerre écrasant Paris : voilà ce que nous prépare l'impérialisme ou la trahison.

Le grand peuple de 1789, qui détruit les bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il dans un désespoir inerte que le froid et la famine aient glacé dans son cœur dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang ? – Non ! La population de Paris ne voudrait jamais accepter ces misères et cette honte. Elle sait qu'il est temps encore, que des mesures décisives permettront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.

Réquisitionnement général.

Rationnement gratuit.

Attaque en masse.

La politique, la stratégie, l'administration du 4 septembre, constituées de l'Empire, sont jugées.

Place au peuple ! Place à la Commune ! ◀

Pour aller plus loin

– Jacques Rougerie, *Paris libre 1871*, Paris, Seuil, 1971.

– *Id.*, « L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 », in *1871. Jalons pour une histoire de la Commune*, Paris, PUF, 1973.

● LE POINT SUR

Les élections du 8 février 1871

Avec la capitulation de Paris et la signature d'un armistice, la situation politique va se trouver complètement changée. Pour faire face à la menace d'une victoire prévisible des forces conservatrices dans les campagnes, l'union sacrée des socialistes et des révolutionnaires est nécessaire. Un point rapide sur l'attitude adoptée par l'Internationale lors des élections législatives de février 1871 dans ses principaux bastions nous permet de mesurer les incertitudes et le marasme auxquels elle fait alors face. Elle n'aura d'ailleurs la capacité de se présenter sous ses propres couleurs que dans la capitale.

À Paris, pour la première fois depuis des mois, les différentes factions rivales qui s'affrontaient plus ou moins ouvertement au sein de l'AIT sont de nouveau réunies avec le retour des dissidents emmenés par Serrailier* (lors du Conseil fédéral du 15 février). La situation de l'Internationale reste néanmoins compliquée dans la capitale.

Pourtant, à la question « L'Internationale doit-elle présenter des candidats à ces élections? », l'ensemble des sections représentées au sein du Conseil fédéral répond positivement. Si bien que dès l'annonce de la tenue prochaine d'élections législatives, l'ensemble des courants qui coexistent au sein de la Fédération parisienne, ainsi que les délégués des vingt arrondissements vont rapidement se mettre en devoir de bâtir ensemble une liste révolutionnaire, sans compromis avec la bourgeoisie.

Au départ une dizaine de listes se réclament plus ou moins de l'Internationale. Mais au terme de longs débats dont la teneur nous est mal connue, une liste de candidats « socialistes révolutionnaires » est finalement établie le 3 février. Elle se réclame du « parti des déshérités » et entend proposer un « monde nouveau ». Parmi les candidatures retenues on trouve des Internationaux « purs » (Varlin*, Malon*, Oudet*, Serrailier), des blanquistes (y compris le « Vieux » lui-même) et quelques républicains socialistes.

Toutefois les sections du XVII^e arrondissement (section des Ternes, section de Vaugirard et section des Batignolles) ont très vite fait entendre une voix divergente. Dès le 31 janvier, elles ont en effet annoncé qu'elles étaient favorables à l'adoption d'une politique de « fusion et de conciliation » avec les bourgeois républicains progressistes.

Dès le 4 février est donc rendue publique une liste dite « des 4 comités » (dont l'AIT), qui, sur 43 candidats, comprend au moins 14 Internationaux. Parmi ces derniers, certains n'ont pas été consultés et dès le lendemain, le Comité fédéral proteste contre ce qu'il considère être une usurpation, désavouant ainsi les trois sections du XVII^e qui ont été à l'origine des tractations. Lesquelles protestent en retour en arguant que le Conseil fédéral, faute d'avoir été élu régulièrement, ne saurait être reconnu par l'ensemble des membres de l'AIT.

CANDIDATS DES QUATRE COMITÉS

ALLIANCE RÉPUBLICAINE UNION RÉPUBLICAINE CENTRALE DÉFENSEURS DE LA RÉPUBLIQUE ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Louis Blanc , ancien représentant.	Clémenceau , maire du XVIII ^e arr.
Brives , ancien représentant.	A. Combault , de l'Internationale.
J. Brunet , of. d'art. anc. représent.	F. Cournet , chef de bataillon,
Dupont (de Bussac), anc. représent.	Ch. Delescluze .
F. Gambon , ancien représentant.	Simon Dereure , adj. au XVIII ^e arr.
Greppo , ancien représentant.	A. Fillon , proscrit de décembre.
Victor Hugo , ancien représentant.	J. Johannard , de l'Internationale.
P. Joigneaux , anc. représentant.	Lefrançais , adj. au XX ^e arr.
Ledru-Rollin , anc. représentant.	Ed. Lockroy , chef de bataillon.
Félix Mathé , ancien représentant.	B. Malon , adj. au XVII ^e arrond.
Félix Pyat , ancien représentant.	Millière .
Alexandre Rey , anc. représentant.	André Murat , adjoint au X ^e arr.
Gambetta .	Pindy , menuisier.
Garibaldi .	Ch. Quentin , rédacteur du <i>Réveil</i> .
Henri Rochefort , membre démissionnaire du Gouvernement.	A. Rauc , ancien maire du IX ^e arr.
Arthur Arnould , adj. démission.	Eugène Razoua , ch. de bat. révoq.
Bouquet-Duverdier , proscrit du 13 juin.	Tony Révillon .
Emile Brelay , négociant, adjoint à la mairie du 11 ^e arrondissement.	Songeon , proscrit du 13 juin.
Henri Brissac , rédact. du <i>Combat</i> .	Theisz , ciseleur.
H. Brisson , adj. démissionnaire.	H. Tolain , adjoint au XI ^e arrond.
L. Chatain , de l'Internationale.	P. Turpin , négociant.
	E. Varlin , de l'Internationale.

Paris. — Imp. de Dubuisson et C^e, rue Coq-Héron, 5, — 696

(coll. part.)

Cette situation un peu confuse aura quand même pour résultat l'élection à Paris de deux députés membres de l'Internationale, Malon et Tolain*. Figurant sur plusieurs listes, Malon a obtenu 117 000 voix sur l'ensemble du département de la Seine, Tolain 81 000. Varlin n'en a obtenu que 53 000, ce qui permet de constater que l'audience du parti de la Révolution est restée à peu de choses près inchangée depuis les élections de début novembre 1870, avec un noyau

dur représentant en gros un sixième de l'électorat parisien. Les arrondissements où les Internationaux obtiennent les meilleurs scores sont logiquement les arrondissements les plus populaires de la périphérie (XI^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e) où ses candidats ont recueilli entre 20 et 26% de voix. Même si elle est bien loin de représenter la majorité du peuple parisien, l'Internationale apparaît donc comme une force avec laquelle il faut compter.



(coll. part.)

Dans les grandes villes de province, la situation est encore plus embrouillée, car l'attitude des sections locales vis-à-vis de la participation aux élections est loin d'être unanime.

À Lyon, où les membres de l'Alliance de Bakounine* restent très influents en dépit du grave revers subi le 28 septembre 1870, la question ne se pose même pas pour les Internationaux de prendre part à l'élection du parlement chargé de négocier la paix. La liste de gauche, qui s'est bâtie dans une extrême confusion du fait de l'existence de multiples comités électoraux, comprendra finalement quelques révolutionnaires avérés (dont Blanqui), en revanche aucun ouvrier, ni aucun membre connu de l'Internationale – si l'on excepte Félix Pyat*, qui a été un des animateurs de la branche française de Londres avant que le Conseil général ne décide de l'exclure de l'AIT. Cela nous empêche donc d'avoir une indication fiable sur la capacité de l'AIT à mobiliser localement les forces populaires.

À Marseille, où l'AIT a également épuisé une partie de son potentiel militant lors des mouvements de septembre et de novembre, et où l'influence de Bastelica*, proche lui aussi de Bakounine, reste forte, la situation est un peu différente. D'abord parce que le préfet Gent, ami intime de Gambetta, renâcle dans un premier temps à organiser les élections. Il ne s'y résout qu'au dernier moment, la mort dans l'âme, pour éviter que la ville ne sombre dans le chaos. La liste des partisans de la lutte à outrance l'emporte, mais aucun International n'y figure. C'est donc clairement un échec pour les socialistes révolutionnaires.

À Rouen enfin, la situation est là aussi particulière. Alors que la ville est militairement occupée depuis le 15 décembre, la campagne électorale est extrêmement courte, les journaux locaux n'ayant été autorisés à paraître que les 6 et 7 février. Face à une liste unique de conservateurs, pas moins de six listes républicaines sont en lice. Mais seule la liste du

MANIFESTE ÉLECTORAL

DU

CERCLE D'ETIENNES ECONOMIQUES

De l'Arrondissement de Rouen

AUX OUVRIERS

Des 1^{er} et 2^{em} Circonscriptions de la Seine-Inférieure.

CHERS CAMARADES,

Il y a deux ans que nous nous sommes réunis pour former le Cercle d'Etienne Economiques. Depuis ce jour, nous avons travaillé à l'élaboration d'un programme qui nous a servi de base pour nos réunions et nos discussions. Ce programme est le suivant :

1. Le droit de grève. — Le droit de grève est un droit sacré qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

2. Le droit de coalition. — Le droit de coalition est un droit qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

3. Le droit de travail. — Le droit de travail est un droit qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

4. Le droit de salaire. — Le droit de salaire est un droit qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

5. Le droit de repos. — Le droit de repos est un droit qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

6. Le droit de retraite. — Le droit de retraite est un droit qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

PROGRAMME

1. Le droit de grève. — Le droit de grève est un droit sacré qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

2. Le droit de coalition. — Le droit de coalition est un droit qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

3. Le droit de travail. — Le droit de travail est un droit qui appartient à tous les ouvriers. Il doit être garanti par la loi et respecté par le patron. Toute violation de ce droit est considérée comme une atteinte à la liberté individuelle et doit être punie par la loi.

MANDAT IMPÉRATIF

Je soussigné, **Auguste L...**, élu par la Commission électorale de la circonscription de Rouen, au nom de la Commission électorale, prie le citoyen **...** de se présenter à la séance de la Commission électorale, le jour et à l'heure indiqués sur le présent mandat, pour discuter et voter sur le programme électoral qui lui est soumis.

En cas d'absence, le citoyen **...** est prié de se faire représenter par un mandataire de son choix, qui devra être nommé par lui-même.

Ce Manifeste ne peut pas être affiché.

Manifeste électoral des Internationaux rouennais (coll. part.)

Comité central révolutionnaire, qui se prononce en faveur de la continuation de la guerre, comprend quelques Internationaux, dont Vaughan* et Aubry* (que Varlin a finalement dû réussir à convaincre d'abandonner ses vieilles préventions proudhoniennes contre les élections). Cette liste n'obtendra au total que 11% des voix (contre 74% à la liste conservatrice). Vaughan a recueilli 9 800 voix, Aubry seulement 4 100.

Le cas de Bordeaux est en revanche totalement atypique, les Internationaux locaux ne prenant pas véritablement position entre les différentes listes révolutionnaires en présence. Il protestent toutefois ultérieurement contre la conclusion d'une paix qui, en abandonnant l'Alsace et la Moselle, livre « à la féodalité germanique d'ardents foyers de lumière et d'industrie où le prolétariat était assuré de trouver pour sa cause des milliers de combattants » (23 avril).

Du rôle de l'Internationale durant l'« année terrible »

Si l'on repasse en revue les événements qui se sont succédé durant l'« année terrible » pour essayer de dresser le bilan du rôle joué par l'Internationale et les Internationaux, on ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment de perplexité, tant le tableau apparaît contrasté.

À première vue, il semble difficilement contestable que l'AIT s'est trouvée à plusieurs moments clés en porte-à-faux, ou à tout le moins en retard par rapport aux événements, au point de devoir se contenter d'en être spectatrice. Pire encore, elle s'est à plusieurs reprises montrée en déphasage total avec le mouvement révolutionnaire et/ou avec l'opinion publique.

Il faut dire à sa décharge qu'elle traverse une passe particulièrement difficile lorsque cette séquence dramatique s'ouvre. Victime d'une répression tous azimuts, elle est une fois encore désorganisée, ses cadres importants sont emprisonnés ou en exil. Dès que les rumeurs de guerre se font insistantes, son message pacifiste et antimilitariste (et *a fortiori* internationaliste) devient rapidement inaudible, tandis que la mobilisation achève de vider ses sections.

Lors de la proclamation de la République, bon nombre d'Internationaux sont présents, mais passifs car sans consigne, au milieu de la foule devant le palais Bourbon et l'Hôtel de Ville : ils ne sont finalement pour rien dans ce tournant majeur que constitue la proclamation de la République (il en va toutefois quelque peu différemment à Lyon et à Marseille, c'est important de le souligner). Le 31 octobre, l'AIT reste largement étrangère à la préparation de la manifestation qui culmine par l'envahissement de l'Hôtel de Ville. L'échec sans appel de la tentative d'organiser un soulèvement

le 5 janvier, même si celle-ci est essentiellement imputable aux blanquistes, permet de mesurer la déconnexion des Internationaux avec l'opinion publique. Le 22 janvier, à l'occasion de la dernière « journée » d'agitation révolutionnaire, bien que Varlin* ait annoncé que l'Internationale avait « fait son devoir », cela s'est résumé à un défilé sur le parvis de la mairie de 200 militants non armés, repartis dans leur XVII^e arrondissement aussi vite qu'ils en étaient venus bien avant que la poudre parle. Durant toute la durée du Siège l'AIT, en tant qu'organisation, s'est montrée hésitante, faible et divisée, et elle a été incapable en somme de peser vraiment sur le cours des événements faute d'avoir su fixer un cap clair.

Début février, alors que la colère commence à gronder dans le Paris populaire qui s'est senti trahi par la capitulation, déçus sans doute par des résultats électoraux en demi-teinte à Paris et globalement mauvais à l'échelle nationale, les Internationaux réfléchissent à leur réorganisation et, à de rares exceptions près, paraissent ne pas vraiment comprendre ce qui est en train de se jouer au sein de la Garde nationale quand elle entame son processus de fédération. Et si l'Internationale contribue à empêcher un affrontement armé entre la Garde nationale et les troupes d'occupation au moment de leur entrée dans Paris, c'est en fait dû à une méprise qui l'a alertée et poussée à intervenir : pensant s'adresser au Comité central de la Garde nationale, des gardes du III^e arrondissement sont venus frapper par erreur à la porte du local de la Corderie pour demander des armes et des munitions !

Le 18 mars, le soulèvement parisien prend totalement de court l'Internationale, même si une fois de plus il s'est trouvé quelques-uns de

ses membres pour se jeter immédiatement dans l'action. Pire : il va s'écouler cinq jours pleins avant qu'elle vote finalement pour rejoindre le mouvement. Le courant semble décidément ne plus passer entre l'Internationale et le peuple de Paris, ou alors à retardement.

Le constat d'ensemble pourrait en soi sembler plutôt accablant. Mais s'arrêter à cette première impression serait toutefois se condamner à ne voir qu'une partie de la réalité, et donc à ne faire qu'une évaluation biaisée des événements.

Il faut en effet prendre en compte une réelle capacité des Internationaux à rebondir rapidement. Passifs le 4 septembre, ils sont dès le lendemain les principaux artisans de la mise en place du Comité central des vingt arrondissements et de toute une série de comités de vigilance et d'organisations populaires qui vont concourir à la mobilisation dans les bataillons de la Garde nationale et à la défense de Paris. Siégeant en permanence à la Corderie dès le 5, l'AIT est ainsi la première formation politique parisienne en ordre de bataille pour réagir aux événements.

Après s'être repliée sur elle-même pour réfléchir et se réorganiser, l'Internationale réussit à marquer quelques points lors des élections municipales de début novembre. Elle saura en profiter pour consolider plusieurs bastions (le XVII^e, le XIII^e) à partir desquels elle va commencer à se relancer. Elle aura regagné suffisamment de crédit dans l'opinion publique pour faire élire deux des siens à l'Assemblée nationale en février 1871.

Si elle échoue à prêter attention au mouvement qui agite la Garde nationale fin février-début mars, plusieurs de ses militants prennent l'initiative de s'investir dans le processus de fédération, à commencer par Varlin*, son dirigeant le plus emblématique. De même la décision de rejoindre le peuple insurgé le 23 mars va donner le signal d'un engagement massif et à tous les niveaux des Internationaux. Lors des élections du 26, ils sont nombreux à faire acte de candidature, à titre

individuel ou sur des listes AIT homogènes. Et durant toute la Commune, ils constitueront un des plus solides piliers. Qu'aurait été le devenir de la révolution parisienne si elle n'avait pas bénéficié de leur engagement sans faille ?

En fait, on est en droit de se demander si la principale contribution de l'Internationale n'a pas été d'avoir formé une génération de militants et de révolutionnaires suffisamment aguerris politiquement – cela peut parfois s'avérer utile de prendre le temps de réfléchir aux problèmes – et sachant instinctivement dans quel camp se ranger pour agir efficacement quand les circonstances le commandaient.

Le rôle joué par l'Internationale tout au long de cette année décidément éprouvante a longtemps été minoré, sinon décrié. Marx lui a reproché ses tendances chauvines trop marquées ; Lissagaray l'a trouvée « impuissante ou inexistante » ; par comparaison avec la Révolution bolchévique de 1917, certains ont plus tard estimé qu'elle avait en grande partie failli parce qu'elle n'avait pas su être un parti politique révolutionnaire structuré et discipliné, capable d'encadrer les masses.

Un examen plus approfondi montre pourtant que sans avoir été une force capable d'impulser ou de contrôler les événements, elle a en fait joué un rôle bien plus complexe et parfois même, s'agissant de la Commune et des mouvements communalistes provinciaux, bien plus central que ce qui a été dit. Elle s'est montrée patriote plus que chauvine, mais aussi soucieuse de préparer l'avenir ; l'action de ses membres a été déterminante pour permettre le fonctionnement de la Commune ; et si elle n'était encore qu'un « parti » révolutionnaire en devenir, on verra celui-ci se construire une décennie plus tard sur les fondations qu'elle a bâties.

Faiblesse organisationnelle réelle de l'AIT durant cette rude année ; implication décisive de ses adhérents dans l'action : le moment n'est pas encore venu de refermer définitivement le dossier. ●

● LE POINT SUR

La géographie parisienne de l'AIT

On peut encore aujourd'hui voir en se promenant dans Paris certains lieux qui ont été associés historiquement à la vie de l'AIT dans la capitale. D'autres ont malheureusement disparu, mais nous sont connus par les témoignages de contemporains.

C'est à la redécouverte de ces lieux que le lecteur est maintenant convié.

44, rue des Gravilliers (III^e arrondissement)

Dans les semaines qui suivirent la constitution du premier Bureau de Paris, les Internationaux trouvèrent à louer au cœur du vieux Paris révolutionnaire, dans l'immeuble où habitait Camélinat* un minuscule local, dont le paiement du loyer suffit pourtant à vider la caisse du trésorier. C'est à partir de cette pièce de 12 m² qu'ils entreprirent de bâtir l'organisation qui allait

s'avérer capable quelques années plus tard de faire trembler les puissants. Voici la description que nous en a laissé Fribourg* :

Un petit poêle de fonte cassé, apporté par Tolain*, rue des Gravilliers, une table en bois blanc servant dans le jour d'établi à Fribourg pour son métier de décorateur et transformée le soir en bureau pour la correspondance, deux tabourets d'occasion auxquels quatre sièges de fantaisie furent adjoints plus tard, tel fut pendant plus d'une année, le mobilier qui garnissait un petit rez-de-chaussée exposé au nord et encaissé au fond d'une cour, où se condensaient sans cesse des odeurs putrides. C'est dans cette petite chambre de 4 mètres de long sur 3 mètres de large que furent débattus, nous l'osons dire, les plus grands problèmes sociaux de notre époque.



(Cliché Michel Cordillot)

Le bail du local de la rue des Gravilliers fut résilié quand le premier bureau de Paris démissionna en mars 1868 du fait des poursuites qui lui étaient intentées.

19, rue Chapon (III^e arrondissement)

Lorsque le 2^e Bureau de Paris, une fois élu, se mit au travail, il dut chercher un nouveau lieu de réunion. Il trouva alors un local à louer deux rues plus loin au 19 de la rue Chapon. Il ne put toutefois y travailler que quelques semaines avant que ses membres soient emprisonnés à Sainte-Pélagie, qui devint alors pour trois mois le véritable quartier général de l'AIT à Paris.

*Sainte-Pélagie (prison), rue de la Clef
(Paris V^e arrondissement)*

Le 6 juillet 1868, les neuf membres du 2^e Bureau de Paris entrèrent à Sainte-Pélagie. Regroupés dans le pavillon des Princes, un des trois corps de bâtiment, les prisonniers politiques bénéficiaient alors de conditions particulières qui adoucissaient leur détention. Dispensés de travail et de l'obligation d'assister à la messe, ils étaient autorisés à lire les livres amenés avec eux et à laisser leur lampe allumée toute la nuit. Dans la journée ils pouvaient s'entretenir avec leurs codétenus (plus librement que partout ailleurs dans

Paris...) et deux jours par semaine, ils étaient autorisés à écrire et à recevoir des visiteurs dans un parloir spécial. Tous les dimanches, ils pouvaient en outre recevoir à déjeuner de nombreux amis, dans des conditions aujourd'hui difficilement imaginables que décrivait ainsi le militant Ralf de Nerict [Alfred Cretin] :

Les amis du dehors arrivaient à la prison vers midi, avec des provisions, viandes, fruits, vin, etc., on sortait les tables des cellules, on les rangeait dans la grande galerie voûtée, et tous ensemble on banquetait jusqu'à 2 heures, [moment] où on servait le café et où arrivaient encore d'autres camarades.

On était toujours bien une quarantaine, et dans le brouhaha des conversations et le tumulte des discussions, rien n'était plus facile à quelques-uns des détenus que de nous fausser compagnie et de rentrer dans leurs cellules, en galante compagnie. Les portes ne pouvaient se fermer de l'intérieur et, à hauteur d'homme, s'ouvraient des guichets grillagés, mais les uns avaient fabriqué des loquets en bois que l'on pouvait manœuvrer de loin avec des ficelles, d'autres, plus simplistes, tiraient le lit en fer contre la porte et accrochaient les vêtements à la porte devant le guichet, et ainsi étaient à l'abri des indiscrets.

Du reste, on était très habitué à ces fugues, et quand un camarade avait momentanément disparu, on n'insistait pas davantage.



Le repas dans la cour de Sainte-Pélagie. Lithographie de Victor Adam, non datée (coll. part.)

L'internement à Sainte-Pélagie de la direction parisienne eut au bout du compte une conséquence que les autorités n'avaient certainement pas envisagée : leur séjour en prison allait faire de ces hommes un groupe soudé et homogène, solidaire, attendant avec impatience leur levée d'écrou pour se remettre à l'œuvre. De l'intérieur même de leur bastille, grâce aux contacts avec les camarades encore en liberté, ils continuaient de participer à la vie de l'Association et ils firent même entendre leur voix lors du congrès de Bruxelles (6-13 septembre 1868) car ils se tenaient informés presque au jour le jour du déroulement de ses travaux. Si bien que quand

avaient précédemment été occupés par une goguette.

Jules Vallès* nous en a laissé une émouvante description :

Connaissez-vous, entre le Temple et le Château-d'Eau, pas loin de l'Hôtel de Ville, une place encaissée, tout humide, entre quelques rangées de maisons. Elles sont habitées, au rez-de-chaussée par de petits commerçants dont les enfants jouent sur les trottoirs. Il ne passe pas de voitures. Les mansardes sont pleines de pauvres [...]

Regardez bien cette maison qui tourne le dos à la Caserne et jette un œil sur le marché. Elle est calme entre toutes. Montez !



La Corderie du Temple (Cliché Michel Cordillot)

ils quittèrent Sainte-Pélagie début octobre 1868 une fois leur peine purgée, ils étaient prêts à reprendre aussitôt la lutte.

La Corderie du Temple (III^e arrondissement)

Quand ils s'attelèrent de nouveau à l'ouvrage avec détermination, le siège de la rue Chapon s'avéra rapidement trop petit. Ils se mirent donc en quête d'un nouveau local. C'est Pindy* qui parvint à résoudre ce problème durant l'été 1869 en dénichant aux 2^e et 3^e étages du bâtiment où il travaillait 6, place de la Corderie (aujourd'hui 14, rue de la Corderie) des locaux vacants qui

Au troisième étage, une porte qu'un coup d'épaulé ferait sauter, et par laquelle on entre dans une salle grande et nue comme une classe de collège. Saluez ! Voici le nouveau parlement !

C'est la Révolution qui est assise sur ces bancs, debout contre les murs, accoudée à cette tribune : la Révolution en habit d'ouvrier ! C'est ici que l'Association internationale des travailleurs tient ses séances, et que la Fédération des corporations ouvrières donne ses rendez-vous.

C'est à cette adresse que devaient se tenir jusqu'à la chute de la Commune les réunions de l'AIT (au 2^e étage) ainsi que celles de la Chambre

fédérale des sociétés ouvrières (au 3^e), puis du Comité central des vingt arrondissements et, provisoirement, du Comité central de la Garde nationale jusqu'au 16 mars 1871. C'est là aussi que furent rédigées l'adresse au peuple allemand l'invitant à la paix au lendemain de la proclamation de la République, ainsi que la première « Affiche rouge » du 15 septembre 1870.

Quatre décennies plus tard, c'est de ce lieu d'une haute valeur symbolique pour le monde ouvrier que partit le 3 décembre 1911 le cortège funéraire de Paul Lafargue* et de son épouse Laura Marx, après qu'un éloge en français avait été prononcé par un jeune militant russe encore mal connu nommé Lénine.

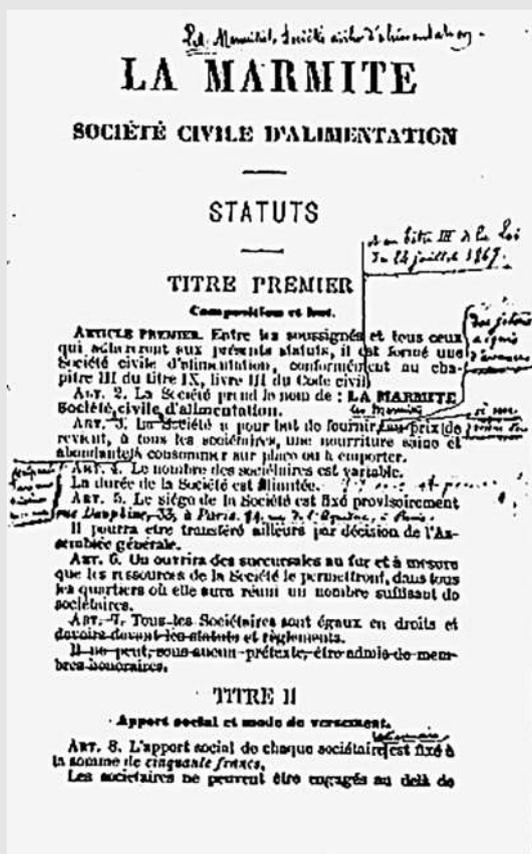
Les Marmites

En plus des locaux qui abritèrent les directions successives de l'AIT, il est nécessaire de mentionner les Marmites, ces restaurants populaires où les militants pouvaient se retrouver et qui pouvaient aussi

servir à l'occasion de local discret aux sociétés ouvrières et à l'Internationale alors même que cette dernière était en butte aux persécutions de la justice impériale. C'est Varlin* qui avait eu l'idée de créer ces cuisines coopératives, sortes de pensions de famille où les ouvriers célibataires pourraient prendre des repas de bonne qualité à un prix abordable. S'appuyant sur ses amis relieurs, il commença à en préparer la mise en place à partir de janvier 1868, mais ce n'est qu'après sa libération de Sainte-Pélagie que la première Marmite put enfin ouvrir ses portes au 34, rue Mazarine (VI^e arrondissement) ; six mois plus tard, elle déménagea pour s'installer 8, rue Larrey (V^e arrondissement), le propriétaire effrayé par ces locataires un peu trop compromettants lui ayant signifié son congé. La femme du relieur Delacour* était aux fourneaux – elle fut par la suite remplacée par un cuisinier professionnel –, tandis qu'un autre relieur nommé Appert avait accepté de prendre en charge l'organisation du service.



Cachet de la Marmite (Archives de la préfecture de Police de Paris, Ba 439)



(Musée social)

Moyennant une cotisation hebdomadaire de 20 centimes, ceux qui le désiraient pouvaient en outre lire ou feuilleter six quotidiens et plusieurs hebdomadaires. Plus de huit mille souscriptions furent au total versées. Le succès de l'entreprise fut tel qu'il fallut rapidement envisager la constitution de nouveaux groupements de sociétaires et l'ouverture de succursales autonomes dans différents quartiers ouvriers : 40, rue des Blancs-Manteaux (IV^e arrondissement) ; 42, rue du Château (XIV^e arrondissement) ; et 20, rue Berzélius (XVII^e arrondissement). À la veille de la guerre franco-prussienne, les

préparatifs allaient bon train pour la constitution d'un cinquième groupe implanté rue Jean-Jacques Rousseau (1^{er} arrondissement).

Le succès des différentes succursales de La Marmite était certes dû à la qualité des prestations offertes, mais devait aussi beaucoup à l'ambiance de convivialité qui y régnait, ainsi décrite par Charles Keller* :

On y prenait des repas modestes, mais bien accommodés, et la gaîté régnait autour des tables. Les convives étaient nombreux. Chacun allait chercher lui-même ses plats à la cuisine, et en inscrivait le prix sur la feuille de contrôle

qu'il remettait avec son argent au camarade chargé de le recevoir.

Généralement, on ne s'attardait pas, et, pour laisser la place à d'autres, on s'en allait après avoir satisfait son appétit.

Parfois cependant, quelques camarades plus intimes prolongeaient la séance, et l'on causait. On chantait aussi. Le beau baryton Alphonse Delacour* nous disait du Pierre Dupont, le Chant

des ouvriers, la Locomotive, etc. La citoyenne Nathalie Le Mel* ne chantait pas ; elle philosophaît et résolvait les grands problèmes avec une simplicité et une facilité extraordinaires. Nous l'aimions tous [...].

Les quatre groupes de la Marmite ne cessèrent de fonctionner qu'au moment de la chute de la Commune. ●

Pour aller plus loin

– Le témoignage de Fribourg se trouve dans son ouvrage *L'Internationale*, *op. cit.*, p. 23 ; celui de Vallès dans *L'Insurgé* (chap. XIX) ; celui de Ralf de Néricet se trouve à l'IIISG d'Amsterdam, dans le fonds Descaves ; celui enfin de Charles Keller a paru dans *La Vie ouvrière*, n° 87 (5 mai 1913).

– Alfred Sirven, *Les Prisons politiques. Sainte-Pélagie*, Paris, Dentu, 1869.

– Jean Maitron, *De la Bastille au mont Valérien. Dix promenades à travers Paris révolutionnaire*, Paris, Éditions Ouvrières, 1957.

– Jean Braire, *Sur les traces des communards. Enquête dans les rues du Paris d'aujourd'hui*, Éditions Amis de la Commune, 1988.

– Alain Rustenholz, *Paris ouvrier. Des sublimes aux camarades*, Paris, Parigramme, 2003.

● LE POINT SUR

La médaille de l'AIT

Au début de l'été 1870, un des responsables parisiens de l'AIT, Paul Robin*, va s'employer à mener à bien une tâche anecdotique et incongrue : faire frapper une médaille en l'honneur de l'Internationale.

Tâche anecdotique parce que le fait passe alors totalement inaperçu – au point de n'avoir pratiquement jamais attiré l'attention des historiens jusqu'à ce jour ; tâche passablement incongrue (et qui lui vaudra d'ailleurs ultérieurement une remarque ironique de l'International suisse James Guillaume, lui attribuant pour solde de tout compte « l'invention de la médaille de l'Internationale et l'invention des papillons gommés ») parce qu'au même moment l'AIT, dont les militants sont pourchassés et les dirigeants arrêtés dans tous les coins de France, est aux abois. Robin vient d'ailleurs d'échouer à installer durablement le journal appelé à devenir l'organe officiel à l'Association : en juin 1870, *Le Socialiste* a disparu au bout de deux numéros. De plus il est lui-même poursuivi pour avoir fait partie d'une association non autorisée ; condamné à deux mois de prison, il sera écroué à Beauvais le 28 août.

Faire frapper une médaille pour célébrer, ou simplement préserver la mémoire de tel ou tel événement est alors une pratique assez répandue. Plusieurs centaines de jetons de ce genre ont ainsi été fabriqués sous la Seconde République, et il en ira de même pendant et immédiatement après la Commune. Mais la différence est qu'il s'agit cette fois en quelque sorte d'une médaille « officielle ».

L'idée de faire procéder à la confection d'un tel artefact n'est pas nouvelle. Elle a déjà été évoquée le 25 septembre 1865, lors de la première journée

de la conférence de Londres consacrée à l'examen de la situation financière de l'AIT : « Le citoyen Becker, représentant de la Suisse alémanique, soutenu par le citoyen Schily, propose la frappe d'une médaille commémorative de la réunion de la conférence. La frappe de telles médailles reviendrait à un penny pièce environ [soit 10 centimes] et elles pourraient être vendues autour de 6 pence, ce qui laisserait une bonne marge de profit à l'Association, l'aiderait à payer ses frais, et serait un moyen de propagande [...] [Cremer] estime que la question de la frappe d'une médaille doit être ajournée jusqu'au congrès, au moment où l'Association sera plus connue [...] ».

Non suivie d'effet sur le moment, cette proposition est donc reprise plusieurs années après par Robin. Elle est évoquée par lui dans une lettre envoyée le 10 décembre 1869 au militant belge Eugène Hins, qu'il a croisé au congrès de Bâle. On comprend qu'ils en ont parlé et se sont concertés sur le projet de croquis. Au départ, il s'agissait peut-être effectivement de réaliser une opération financière (« elle sera en zinc, grosse comme une pièce de cent sous, et coûtera 6 à 7 centimes »), tout en exaltant les vertus et les valeurs de l'AIT. Mais du fait des événements qui se bousculent et des différentes séquences répressives auxquelles ses dirigeants doivent faire face, l'affaire va prendre plusieurs mois de retard, pour se concrétiser alors même que les principaux dirigeants de l'Internationale viennent de nouveau d'être incarcérés à Paris.

Après (semble-t-il) une première tentative non aboutie, Robin fait finalement graver et frapper cette médaille à Genève, où il a des accointances. Il vient en effet de passer une année d'exil dans cette ville et y a rejoint les rangs de l'Alliance de

Bakounine*. De ce fait, il a forcément été en contact avec des ouvriers graveurs hautement qualifiés travaillant pour l'industrie horlogère, ces derniers étant nombreux à être membres de l'AIT.

Réalisée dans l'urgence (au point que le graveur ne la jugera pas suffisamment soignée pour

à l'égoïsme, à la tyrannie, à la misère, à la servitude, avec son cortège d'ignorance, de destructions et de crimes, le tout associé à des symboles royaux (sceptre, couronne), religieux (croix, tiare, église), ou guerriers (drapeaux, canon) ; de l'autre, en rapport avec la fondation de l'Association internationale des travailleurs le 28 septembre



(coll. part., cliché Philippe Grossot)

la signer), elle est pour finir fabriquée en bronze et à seulement 100 exemplaires. Il n'existe d'ailleurs aucune indication qu'elle ait été mise en vente en dehors d'un cercle très restreint de militants, d'où le caractère totalement confidentiel de l'opération à l'époque (et l'extrême rareté de cette médaille aujourd'hui).

Afin de marquer un contraste entre l'ancien monde et la société future, les tares de la société actuelle sont évoquées à l'avant, tandis que le revers met en avant les changements bénéfiques que l'AIT fera advenir. D'un côté donc les guerres, les rivalités, les haines nationales, et toute la misère sociale liée aux inégalités, à l'exploitation,

1864, l'avenir radieux promis dans le cadre d'une société socialiste et solidaire fondée sur l'égalité, la justice, la liberté, l'abondance, le travail, la morale et la science. Là encore on retrouve une série de représentations symboliques : la ruche, qui évoque une activité de labeur et de coopération, la presse d'imprimerie (le savoir), la corne d'abondance (la fin des privations), les outils et la charrue (le travail productif), ainsi que le niveau, immanquable symbole d'égalité. C'est là une vision schématique sans doute, mais assez révélatrice des espoirs – ou des illusions – nourris par les Internationaux sur les changements à venir.



(coll. part., cliché Philippe Grossot)

Il faut toutefois souligner que la plupart des éléments décoratifs figurant sur le revers appartiennent au répertoire de l'iconographie politique popularisé par les Lumières, la Révolution française, la franc-maçonnerie et les compagnonnages, s'inscrivant ainsi dans une continuité politique sur la longue durée.

Reléguée désormais au statut de « bel objet » qui n'intéresse plus grand monde en dehors

de quelques numismates ou collectionneurs curieux, la médaille de l'Internationale ne manque pourtant pas d'intérêt sur le plan historique. Elle nous propose en effet quelques clefs permettant de mieux appréhender l'imaginaire collectif des militants au moment où l'Internationale venait d'atteindre son apogée. ●

Pour aller plus loin

– *Le Conseil général de la Première Internationale. Procès-verbaux*, Moscou, Éditions du progrès, vol. 1, 1972, p. 195-196.

– Charles Rumieux, numismatiste (*sic*), « Description de cent médailles genevoises inédites », *Bulletin de l'Institut national genevois*, tome XII, Genève, 1877, p. 118.

– James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, Paris, Champ libre, 1985, vol. 1, p. 224.

– Christiane Demeulemaère-Douyère, *Paul Robin (1837-1912). Un militant de la liberté et du bonheur*, Paris, Publisud, 1994.

● LE POINT SUR

L'Internationale en chansons

Dans l'histoire de la chanson sociale française, l'année 1848 marque un tournant. Avec les progrès de l'imprimerie, la diffusion des chansons est devenue nationale, permettant aux chansonniers de se faire les porte-parole d'un mouvement ouvrier naissant et de populariser l'idée que l'association est pour les ouvriers exploités le meilleur moyen de se faire entendre pour enfin améliorer leur condition et être reconnus par la société. En prônant une nouvelle organisation sociale dans laquelle le producteur tiendrait un rôle dirigeant, ils se font ainsi l'écho du développement des idées socialistes, tout en y contribuant.

Le retour à une société autoritaire et répressive avec le Second Empire, fait de « La Marseillaise », aussitôt bannie et censurée, la chanson symbolisant tous les espoirs révolutionnaires. Au début de l'année 1870, alors que l'Empire apparaît fragilisé, une autre chanson, interprétée par la future communarde Rosa Bordas, devient très populaire, « La Canaille » (« C'est la canaille, eh bien, j'en suis ! »). C'est donc assez logiquement que l'on va alors voir apparaître l'Internationale dans le répertoire chanté.

C'est durant le dernier trimestre de l'année 1869 qu'a dû être écrite par Amédée Buret la première chanson faisant explicitement référence à l'AIT, la « Marseillaise de l'Internationale ». Elle

est sans doute peu connue à l'époque, mais on sait qu'en août 1870 elle est interprétée au casino de Lyon pour galvaniser les énergies de la population ouvrière locale :

À Bruxelles comme à Genève
 Nous avons fait le noble effort
 Pour rendre la misère un rêve
 Pour arriver à l'âge d'or (bis)
 Frères que le congrès de Bâle
 Apprenne enfin au monde entier
 Que pour rendre heureux l'ouvrier
 Il faut l'Internationale
 Vivons en travaillant, plus d'exploitation
 Marchons, marchons,
 Abolissons despotisme et patron.

En revanche, éditée en Belgique à Liège également fin 1869, « L'Internationale » signée Populus ne paraît pas avoir touché le public français.

C'est ensuite durant la Commune qu'est écrite par Paul Burani et Alfred Isch-Wall une chanson restée sans surprise peu connue ailleurs qu'à Paris, « Le Chant de l'Internationale, hymne des travailleurs » (mis en musique par Antonin Louis). Le 4 mai, un article du *Journal officiel* nous apprend qu'il a été interprété lors d'un concert donné au profit des gardes nationaux blessés : « Nous avons entendu un mâle refrain [...] nous souhaitons la bienvenue au "Chant de l'Internationale", puisse-t-il devenir "La Marseillaise" de la nouvelle révolution. »



(coll. part.)

Il sera interprété au moins une autre fois dans un concert officiel. Malheureusement, la défaite des Parisiens puis le reniement de deux de ses auteurs, qui avaient pourtant figuré parmi les promoteurs de la Fédération des auteurs et artistes des théâtres et concerts de la Commune, feront que ce titre va tomber dans l'oubli pour un siècle, avant d'être redécouvert à l'occasion du centenaire de l'événement.

Il n'est en somme resté que deux chansons directement liées à l'Internationale que l'on peut encore entendre aujourd'hui. Mais elles furent écrites alors que l'AIT avait déjà pratiquement disparu en France du fait de l'impitoyable répression.

Concernant « Le Drapeau rouge » de Paul Brousse*, texte rédigé alors que son auteur se trouvait en exil en Suisse, on peut dire qu'il a longtemps été en France un hymne associé à toutes les luttes révolutionnaires :

Le voilà, le voilà, regardez !
Il flotte et fièrement il bouge,
Ses longs plis au combat préparés,
Osez, osez le défier,
Notre superbe drapeau rouge,
Rouge du sang de l'ouvrier (bis).

Mais on a toutefois généralement oublié que cette chanson fut écrite à la suite des échauffourées qui avaient eu lieu en 1876 à Berne quand une foule hostile attaqua le défilé des Internationaux jurassiens rassemblés pour célébrer l'anniversaire du 18 mars et déchira leur drapeau.

En revanche, « L'Internationale » d'Eugène Pottier* reste aujourd'hui encore assez clairement identifiée à la Première Internationale dans l'imaginaire populaire. Écrite (ou tout au moins commencée) alors que son auteur, recherché, vivait caché dans Paris dans les semaines suivant la défaite de la Commune, elle fut publiée

beaucoup plus tard (en 1887) dans une version revue et modifiée. Mise en musique l'année suivante par Pierre Degeyter à la demande du maire de Lille Gustave Delory, elle fut chantée d'abord dans le Nord et fut connue dans toute la France après le congrès des organisations socialistes tenu à Paris en 1899. Elle devint par la suite un hymne révolutionnaire mondial après avoir été chantée lors du congrès d'Amsterdam de la II^e Internationale en 1904, puis lorsque l'URSS en fit son hymne national (jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale).

S'il ne fut bien évidemment pas connu (ni a fortiori chanté) à l'époque de l'AIT, ce texte (du moins dans sa version la plus ancienne que l'on connaisse, sensiblement différente de celle chantée de nos jours, et qui n'est peut-être même pas la version véritablement originale) a pour principal intérêt historique de nous aider à comprendre la vision du monde qu'avaient ses militants. À défaut d'exposer un programme politique rigoureux faisant l'unanimité, sont au moins clairement identifiés ceux qu'ils combattaient : les tyrans (rois, princes, prêtres), les voleurs, les oisifs, les exploités, la bourgeoisie rapace et le capitaliste qui spéculait avec l'aide des oligarques politiques. Pour contrer la féodalité industrielle, le prolétariat de l'univers n'a d'autre choix que de s'unir pour imposer que soient rendus aux travailleurs leurs instruments de travail, et préparer leur avènement politique. Il est temps que se forme sous la bannière de l'Internationale le « grand parti des déshérités », ouvriers et paysans côte à côte, car les travailleurs ne se sauveront que par eux-mêmes. Après une évocation transparente des massacres de la Commune, on retrouve, pour finir, l'espoir d'un genre humain transfiguré dans une société d'abondance et de justice pour tous.

Preuve sans doute que si l'Internationale était à terre, l'idée restait, elle, plus vivante que jamais.

Chant de l'Internationale

Texte : Paul Burani et Isch-Wall (Alfred Wall, dit) ; musique : Antonin Louis

Fils du travail obscur, farouche,
 Debout à la face du ciel !
 Viens que ton cœur et que ta bouche
 Proclament ton droit immortel.
 Plus de parias, plus d'ilotes,
 Regarde l'avenir prochain
 Plus de tyrans, plus de despotes,
 Devant le peuple souverain.

Refrain

Le drapeau de l'Internationale
 Sur l'univers est déployé
 C'est la révolution sociale,
 C'est la révolution sociale,
 Par le travail et la fraternité.
 C'est la révolution sociale,
 C'est la révolution sociale,
 Par le travail et la fraternité.
 Que veut dire ce mot : Patrie
 Que veut dire ce mot : soldat,
 La guerre n'est qu'une infamie,
 La gloire un grand assassinat.
 Avec l'enclume et la charrue
 Il faut combattre désormais :
 Que l'univers entier se rue
 Sous la bannière du progrès.

Le travail, c'est la loi commune,
 Le devoir : aimer son prochain.
 Que la misère ou la fortune
 N'arment plus le bras d'un Caïn !
 Le hasard fait le prolétaire,
 La richesse est un bien d'en haut
 Il faut citoyen sur la terre,
 L'égalité pour seul niveau.

Religion, divine flamme,
 Des mondes sublime flambeau,
 Partout c'est l'ignorance infâme
 Qui s'abrite sous ton drapeau ;
 Tes ministres qu'on doit maudire,
 Peuvent dérober la clarté,
 Les peuples apprendront à lire
 Au livre de la liberté.

Rois vous élevez des frontières
Séparant peuples et pays,
Et de tous les peuples, des frères,
Vous avez fait des ennemis ;
Ce n'est plus la bête de somme
Des tyrans subissant des lois
Le peuple avec les DROITS DE L'HOMME
Va briser le sceptre des rois.

Laboureur, paysan, la terre
C'est ton outillage, ton pain ;
L'ouvrier des villes ton frère
Ne demande pas d'autre bien.
Le travail ne veut plus d'entrave
Plus de veau d'or, plus d'exploiteur,
Le Capital n'est qu'un esclave
Le vrai roi, c'est le travailleur.

L'Internationale

Texte (original ?) : Eugène Pottier ; musique :
Pierre Degeyter

Debout ! l'âme du prolétaire
Travailleurs, groupons-nous enfin.
Debout ! les damnés de la terre !
Debout ! les forçats de la faim !
Pour vaincre la misère et l'ombre
Foule esclave, debout ! debout !
C'est nous le droit, c'est nous le nombre,
Nous qui n'étions rien, soyons tout.

Refrain

C'est la lutte finale
Groupons-nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain

Il n'est pas de sauveurs suprêmes
Ni Dieu, ni César, ni Tribun.
Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes,
Travaillons au salut commun.
Pour que les voleurs rendent gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Allumons notre grande forge !
Battons le fer quand il est chaud !

Les Rois nous saoulaient de fumées,
Paix entre nous ! guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées
Crosse en l'air ! et rompons les rangs !
Bandit, prince, exploiteur ou prêtre,
Qui vit de l'homme est criminel ;
Notre ennemi, c'est notre maître :
Voilà le mot d'ordre éternel.

L'engrenage encore va nous tordre,
Le capital est triomphant ;
La mitrailleuse fait de l'ordre
En hachant la femme et l'enfant.
L'usure folle en ses colères
Sur nos cadavres calcinés
Soude à la grève des salaires
La grève des assassinés.

Ouvriers, paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs.
La terre n'appartient qu'aux hommes.
L'oisif ira loger ailleurs.
C'est de nos chairs qu'ils se repaissent !
Si les corbeaux si les vautours
Un de ces matins disparaissent...
La Terre tournera toujours.

Qu'enfin le passé s'engloutisse !
Qu'un genre humain figuré
Sous le ciel clair de la Justice
Mûrisse avec l'épi doré !
Ne crains plus les nids de chenilles
Qui gâtaient l'arbre et ses produits
Travail, étends sur nos familles
Tes rameaux tout rouges de fruits ! ●

Pour aller plus loin

- Robert Brécy, « Le Manuscrit de *L'Internationale* », in Jacques Rougerie (dir.), 1871. *Jalons pour une histoire de la Commune*, Paris, PUF, 1973.
- Robert Brécy, « *Marseillaise* et *Internationale* au temps de la Commune », *La Commune*, n° 3 (premier semestre 1976).
- Jacques Rougerie, « L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 », in Jacques Rougerie (dir.), 1871. *Jalons pour une histoire de la Commune*, Paris, PUF, 1973.

Annexes

Annexe 2

Les délégués français aux congrès et conférences de l'AIT (1865-1878)

Conférence de Londres (1865)

Jules Dumesnil-Marigny
Ernest Fribourg
Victor Le Lubez
Charles Limousin
Henri Tolain
Eugène Varlin

Congrès de Genève (1866)

Émile Aubry (Rouen)
Baudrand (Fleurieux-sur-Saône)
François Baudy (Lyon)
Antoine Bourdon
Zéphirin Camélinat
Félix Chernalé
Cultin
Ernest Fribourg
V. Guyard
Benoît Malon
André Murat
Blaise Perrachon
Honoré Richard (Lyon)
Adrien Schettel (Lyon)
Secrétan (Lyon)
Henri Tolain
Eugène Varlin

Congrès de Lausanne (1867)

Jean Ailloud (Vienne)
Émile Aubry (Rouen)
Chassin (Villefranche-sur-Saône)
Félix Chernalé (Bureau parisien)
Jean De Beaumont (Crédit mutuel des
ouvriers en bronze Paris)
Eugène Dupont (Conseil général)

Garbe (ferblantiers Paris)
Charles Longuet (Caen et Condé-sur-
Noireau)
Marly (imprimeurs sur étoffe Paris)
André Murat (Bureau parisien)
Louis Palix (Lyon)
Pioley (mécaniciens Paris)
Joseph Reymond (imprimeurs-lithographes
Paris)
Louis Rubaud (Neuville-sur-Saône)
Adrien Schettel (Lyon)
Henri Tolain (Bureau parisien)
Jean Vasseur (Marseille et Fuveau)
Vézinaud (Bordeaux)

Congrès de Bruxelles (1868)

Armand Ansel (société de céramique de
Paris)
Émile Aubry (Rouen)
Irénee Dauthier (selliers-bourreliers Paris)
Alphonse Delacour (relieurs Paris)
Émile Dosbourg (imprimeurs sur étoffe Paris)
Eugène Dupont (Conseil général)
Gustave Durand (bijoutiers Paris)
Émile Flahaut (marbriers Paris)
Aimé Grinand (Lyon)
Henri (robinettiers Paris)
François Lemonnier (Marseille)
Charles Longuet (Caen et Condé-sur-
Noireau)
André Murat (mécaniciens Paris)
Louis Pindy (menuisiers Paris)
Albert Richard (Lyon)
Édouard Roussel (ferblantiers Paris)
Eugène Tartaret (ébénistes Paris)

Albert Theisz (bronziers Paris)
 Henri Tolain (balanciers Paris)
Congrès de Bâle (1869)
 Émile Aubry (Rouen)
 Michel Bakounine (ovalistes Lyon)
 Boudet (cordonniers Limoges)
 Victor Bourseau (bronziers et fondeurs de Lyon)
 Félix Chemalé (adhérents parisiens)
 Jean-Claude Creusot (fileurs de l'arrondissement de Rouen)
 Simon Dereure (cordonniers Paris)
 Émile Dosbourg (imprimeurs sur étoffe Paris)
 Gustave Durand (bijoutiers Paris)
 Émile Flahaut (marbriers Paris)
 André Fourreau (menuisiers, tailleurs de pierre, maçons et vanniers de Marseille)
 Jules Franquin (imprimeurs-lithographes Paris)
 Julien Fruneau (charpentiers Paris)
 Léon Landrin (bronziers Paris)
 Langlois (tourneurs sur métaux Paris)
 Gabriel Mollin (cercle des prolétaires positivistes Paris)
 Charles Monier (ovalistes de Saint-Symphorien d'Ozon)
 Murat (Chambre syndicale des mécaniciens Paris)
 Outhier (menuisiers Lyon)
 Louis Palix (ovalistes et tailleurs Lyon)
 Eugène Piéton (cercle ouvrier des études économiques d'Elbeuf)
 Louis Pindy (menuisiers Paris)
 Albert Richard (ovalistes et passementiers)
 Édouard Roussel (ferblantiers Paris)
 Eugène Tartaret (ébénistes Paris)
 Henri Tolain (boulangers de Marseille)
 Eugène Varlin (relieurs Paris)
Conférence de Londres (1871)
 André Bastelica

Victor Delahaye (Conseil général)
 Eugène Dupont (Conseil général)
 Léo Frankel (secrétaire correspondant Autriche et Hongrie)
 Charles Longuet (Conseil général)
 Constant Martin (Conseil général)
 Paul Robin
 Charles Rochat (secrétaire correspondant Hollande)
 Auguste Serrailier (secrétaire correspondant France)
 Albert Theisz (Conseil général)
 Édouard Vaillant (Conseil général)
Congrès de La Haye (1872)
 Frédéric Cournet (Conseil général et Conseil fédéral danois)
 Victor Cyrille
 Dumont (Eugène Faillet)
 Simon Dereure (Fédération (centraliste) des États-Unis)
 Eugène Dupont (Conseil général)
 Léo Frankel
 Jules Johannard
 Paul Lafargue (Madrid et Lisbonne)
 Benjamin Le Moussu (section française de Londres)
 Charles Longuet
 Lucaïn (pseudonyme de Frédéric De Potel)
 Gabriel Ranvier
 Arsène Sauva (sections 2, 29 et 42 États-Unis)
 Auguste Serrailier (Conseil général)
 Swarm (Émile Dentraygues)
 Édouard Vaillant
 Paul Vichard
 Walther (Lucien Van Heddeghem)
 Wilmot (Raymond Wilmart)
Congrès de Genève (centraliste, 1873)
 Maximilien Durand-Savoyat (section de Moutier)

<i>Congrès de Bruxelles (antiautoritaire 1874)</i>	<i>Conférence de Philadelphie (centraliste 1876)</i>
Van Wedemer (pseudonyme de Jules Martelet)	Aucune section française représentée
<i>Congrès de Berne (antiautoritaire 1876)</i>	<i>Congrès de Verviers (antiautoritaire 1877)</i>
Paul Brousse	Paul Brousse
Louis Pindy	Jules Montels

SOURCES :

- James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs (1864-1878)*, 4 volumes, Paris, Bellais et al., 1905-1910.
- Jeannine Verdès, « Les délégués français aux congrès de l'AIT », *Cahiers de l'ISEA*, n° 152 (août 1964), p. 83-162.
- Jacques Freymond et al., *La Première Internationale. Recueil de documents*, volumes 1-4, Genève, Droz, 1962-1971.
- *Le Conseil général de la Première Internationale. Procès-verbaux*, Moscou, Éditions du progrès, 1972-1975, volumes 1-5.

Annexe 3

Les sections françaises de l'AIT (1864-1878)

En France

Paris

I^{er} arr.

Section des « Réalistes »

II^e arr.

Section de l'Est (Faubourg Saint-Denis)
et du Nord

Section Flourens

Section Montmartre

III^e arr.

Cercle d'études sociales

Club des Artésiens

Section des Gravilliers

Section Vertbois

IV^e arr.

Section Brantôme

La Marmite (2^e groupe)

V^e arr.

Section des Gobelins

Section du Jardin des Plantes

La Marmite (1^{er} groupe)

Section du Panthéon

Section sociale du Quartier des Écoles

Section du Quartier Saint-Jacques

VI^e arr.

Association républicaine du
VI^e arrondissement (École de Médecine)

Section de la rive gauche

Section Saint-Sulpice

IX^e arr.

Section des grandes carrières de
Montmartre

X^e arr.

Section hôpital Saint-Louis

Section du Nord

Section Poissonnières

Section des Récollets

Section de Strasbourg

XI^e arr.

Section Faubourg Saint-Antoine

Section Faubourg du Temple

Section Popincourt

Section des Prolétaires du
XI^e arrondissement

Section Richard-Lenoir

XII^e arr.

Section Gares d'Ivry et de Bercy

Section Picpus

XIII^e arr.

Club démocrate socialiste du
XIII^e arrondissement

Section Duval

Section de la Glacière

Section de la Maison Blanche

Sections du Panthéon et du XIII^e réunies

XIV^e arr.

La Marmite (3^e groupe)

Section Montparnasse

Section de Plaisance

XV^e arr.

Sections Grenelle et Vaugirard

Cercle des Jacobins

Section Montrouge

XVII^e arr.

La Marmite (4^e groupe)

Section des Batignolles

Section Malesherbes
 Section des Travailleurs Unis
 Section des Ternes
 XVIII^e arr.
 Section du Château-Rouge
 Section Stephenson
 XIX^e arr.
 Section des Buttes-Chaumont
 Section Combat
 Section de la Villette
 XX^e arr.
 Section de Belleville
 Section des Couronnes
 Section du Père Lachaise
 Autres sections
 Section des Acacias
 Section allemande de Paris
 Section des Équitables de Paris
 Section Ferré (après la Commune)
 Section des Prolétaires positivistes
 Section du Roule
 Banlieue parisienne
 Section de Clichy
 Section de Colombes
 Section d'Ivry
 Section de Meudon
 Section de Pantin
 Section de Puteaux
 Section de Saint-Denis

Province et colonies

Villes où existent des sections ou des militants en contact avec la direction parisienne, celle d'une grande ville voisine, ou le Conseil général de Londres.

Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)
 Alger (Algérie)
 Amiens (Somme)
 Anduze (Gard)
 Annecy (Haute-Savoie)
 Annot (Alpes-de-Haute-Provence)
 Argentan (Orne)
 Auch (Gers)
 Auriol (Bouches-du-Rhône)
 Autun (Saône-et-Loire)
 Auxerre (Yonne)
 Avignon (Vaucluse)
 Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence)
 Beaune (Côte-d'Or)
 Besançon (Doubs)
 Béziers (Hérault)
 Bordeaux (Gironde)
 Boulton-sur-Suippe (Marne)
 Brest (Finistère)
 Caen (Calvados)
 Castelnaudary (Aude)
 Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire)
 Charleval (Eure)
 Clamecy (Nièvre)
 Cogolin (Var)
 Collobrières (Var)
 Condé-sur-Noireau (Calvados)
 Cosne-sur-Loire (Nièvre)
 Decize (Nièvre)
 Dijon (Côte-d'Or)
 Douville-sur-Andelle (Eure)
 Etrépagny (Eure)
 Ézy (Eure)
 Fleurieu-sur-Saône (Rhône)
 Fleury-sur-Andelle (Eure)
 Fourchambault (Nièvre)
 Fuveau (Bouches-du-Rhône)
 Gonfaron (Var)
 Grainville (Calvados)
 Granville (Manche)

Grenoble (Isère)
 Guérgny (Nièvre)
 Gueugnon (Saône-et-Loire)
 Guadeloupe (Île de la)
 La Ciotat (Bouches-du-Rhône)
 La Garde-Freinet (Var)
 Le Creusot (Saône-et-Loire)
 Le Havre (Seine-Maritime)
 Le Mans (Sarthe)
 Lille (Nord)
 Limoges (Haute-Vienne)
 Lisieux (Calvados)
 Louviers (Eure)

Lyon et département du Rhône

Givors
 Lyon
 La Guillotière
 Les Brotteaux
 La Croix-Rousse
 Oullins
 Saint-Just
 Tarare

Marseille et département des Bouches-du-Rhône

Auriol
 Cabannes
 Eygalières
 Eyguières
 Eyragues
 La Ciotat
 Mollégès
 Orgon
 Roquevaire
 Saint-Andiol
 Sénas

Montbard (Côte d'Or)
 Moulins (Allier)
 Mulhouse (Haut-Rhin)

Nantes (Loire-Atlantique)
 Neufchâteau (Vosges)
 Nevers (Nièvre)
 Neuville-sur-Saône (Rhône)
 Nonancourt (Eure)
 Orléans (Loiret)
 Pézenas (Hérault)
 Pont-l'Évêque (Calvados)
 Pontoise (Val-d'Oise)
 Quimper (Finistère)
 Radepont (Eure)
 Reims (Marne)
 Rennes (Ille-et-Vilaine)
 Rethel (Ardennes)
 Roanne (Loire)
 Romilly (Aube)
 Roubaix (Nord)

Rouen et le département de la Seine-Maritime

Darnétal
 Deville-lès-Rouen
 Elbeuf
 Sotteville-lès-Rouen
 Maromme
 Pavilly

Saint-Étienne (Loire)
 Saint-Quentin (Aisne)
 Saint-Symphorien-d'Ozon (Isère)
 Saint-Tropez (Var)
 Sedan (Ardennes)
 Sens (Yonne)
 Sète (Hérault)
 Thury-Harcourt (Calvados)
 Toulouse (Haute-Garonne)
 Torteron (Cher)
 Tourcoing (Nord)
 Tournon (Ardèche)
 Tournus (Saône-et-Loire)

Troyes (Aube)
 Vernon (Eure)
 Saint-Victor-sur-Rhins (Loire)
 Vienne (Isère)
 Villefranche-sur-Saône (Rhône)
 Wattrelos (Nord)

Sections de langue française à l'étranger

Argentine

Section française de Buenos Aires

Belgique

Section française de Bruxelles

Espagne

Barcelone (*Solidarité révolutionnaire*)

États-Unis

Section 2 New York
 Section 3 Staten Island (New York)
 Section 10 New York
 Section 14 Saint-Louis (Missouri)
 Section 15 La Nouvelle-Orléans (Louisiane)
 Section 17 Springfield (Illinois)
 Section 18 Newark (New Jersey)
 Section 19 San Francisco (Californie)
 Section 22 New York
 Section 29 Paterson (New Jersey)
 Section 30 Philadelphie (Pennsylvanie)

Section 34 Boston (Massachusetts)
 Section 36 New York
 Section 42 West Hoboken (New Jersey)
 Section 43 Baltimore (Maryland)
 Section 46 Dallas (Texas)
 Section 47 Chicago (Illinois)
 Section de Galveston (Union républicaine
socialiste de Galveston, Texas)

Grande-Bretagne

Branche française de Londres (1864-1871)
 Section fédéraliste française de 1871 de
Londres
 Section de Londres (1872)
 Cercle d'études sociales de Londres
 La Solidarité d'Islington
 Section française de Manchester
 Branche française de Nottingham

Suisse

Section L'Avenir (Fédération jurassienne)
 Section de Berne (Fédération jurassienne)
 Section de La Chaux-de-Fonds
 Section centrale du district de Courtelary
 Section de propagande et d'action
révolutionnaire socialiste (Genève)
 Section centrale de Genève
 Section de Lausanne
 Section de Neuchâtel

Uruguay

Section de Montevideo

28 PRIMAIRE, AN 81.

IVe. ANNEE, No. 11.

DIMANCHE 22 DECEMBRE 1872.

LE SOCIALISTE

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

PAS DE DROITS SANS DEVOIRS.

PAS DE DEVOIRS SANS DROITS.

Pour ce qui concerne la rédaction et l'administration, s'adresser au citoyen E. DAVID, aux Bureaux du Journal, 22, SOUS PIERRE AVENUE.
Abonnements: — Un An... \$ 2 00 — Six Mois... \$ 1 00 — Trois Mois... 50 cents. — A New-York, 5 cents en plus par trimestre pour les frais de poste.
Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois.
Les frais de poste sont à la charge de l'abonné.

NEW-YORK. UN NUMERO : CINQ CENTS.

SECOURS aux VEVES et ORPHELINS de la COMMUNE.

Le Socialiste reçoit les souscriptions et publie les noms des souscripteurs.

LA SITUATION.

Il ne fallait pas être d'une clairvoyance extraordinaire pour prévoir ce qui s'est produit à Versailles, à l'Assemblée du 14.

La gauche devait s'y convaincre une fois de plus de sa complète impuissance à faire quelque chose d'utile en suivant la voie où elle est engagée.

Le seul terrain où elle pouvait lutter avec chance de succès est celui où il lui est impossible de s'engager. C'est celui de la *Révolution Sociale*, inséparable, d'ailleurs, pour tout esprit perspicace, de la question politique.

Comment ce midi-mêlé de satisfaits de la plume, du négoce et de la robe pourrait-il se résoudre en masse à troquer sa situation *libérale* pleine de quiétude, ses brèves de vanité, ses privilèges fructueux, contre les émotions d'une lutte ardente au profit du prolétariat, qui ne saurait offrir à ceux qui combattent pour son affranchissement autre chose que ce qu'il a ou espère obtenir lui-même: la mort, le bagne ou l'exil en cas d'échec, et en cas de succès, le droit de vivre en travaillant, le devoir de travailler pour vivre, l'andantissement de tout ce qui est exploitation, spéculation, parasitisme moral ou matériel.

Comment cette gauche pourrait-elle voir d'ailleurs que la est le véritable terrain de la lutte, quand son porte-parole ou son oracle ou tout ce qu'on voudra, le sage Gambetta, a déclaré que la question sociale n'existe pas.

qui ne dépend pas de lui, et dont la responsabilité se lui incombe que pour une faible part.

Les événements de Tours, au contraire, présent de tout leur poids sur son incapacité et ses fautes évidentes. A travers les hiéroglyphes de M. Picard, on devine aisément que M. Crémieux a laissé périr la situation en province, et compromis, peut-être d'une manière irréparable, les destinées de la patrie.

Tout est ambigu, obscur et menaçant dans ce style d'hiérophante. "Nous sommes convaincus, dit la feuille Picard, que l'honorable Emile a fait son devoir et met tout en œuvre pour organiser la défense nationale."

Cela signifie qu'elle est contrainte du contraire, et ce qui signifie davantage cette signification, c'est le regret exprimé par le journal que des commissaires généraux énergiques n'aient pas été envoyés en province.

"Le gouvernement n'en est pas à se repentir de cette négligence," écrit l'écrivain, et il demande la révocation immédiate du gouvernement de Tours; son remplacement par des commissaires généraux expédiés en ballon.

Ce langage est fait pour donner de justes alarmes. M. Picard n'est pas un républicain tellement ardent, qu'il n'y ait lieu de surprise en le voyant tourner court aux mesures révolutionnaires.

Ce qui ressort de ces hiéroglyphes sinistres, c'est que nous d'avons à Tours ni gouvernement, ni armée, ni action politique. Les feuilles légitimistes achèvent d'éclaircir le mystère par leur sottise et leurs fantaisies.

Négation qu'on peut comparer, comme valeur, à celle qu'on opposa jadis à Gallée annonçant le mouvement rotatoire de la terre.

La France devra s'estimer très heureuse si cette fraction du corps représentatif veut bien de temps à autre donner cours à sa démagogues de faire un peu de tapage afin de taquiner les membres des autres fractions de l'Assemblée, qui seraient capables, sans ce stimulant, de se tantonner dans leur conception d'une république conservatrice.

Il n'y a pas qu'en France où les événements montrent avec une évidence saisissante que nous sommes en pleine crise sociale, et que cette crise ne tardera pas à entrer dans une phase d'extrême violence.

Pertout la misère grandit par suite des exigences croissantes du parasitisme bourgeois, et, ajoutant à la disproportion, au manque d'équilibre entre la production et la consommation.

La spéculation est arrivée à un degré effrayant d'impudence.

L'exploitation de l'homme par l'homme touche aux dernières limites du possible.

Au fur et à mesure que la masse ouvrière s'efforce de faire face aux exigences du présent et cherche à s'organiser pour l'avenir, la classe capitaliste s'évertue à l'écabaler et semble prendre à tâche de précipiter l'heure où le prolétariat intelligent n'aura plus, dans l'ancien et le nouveau monde, d'autre alternative que d'en venir aux mains avec elle, elle qui espère trouver encore pour ce moment assez d'idiotis angulaires consentant à égorger des milliers d'hommes pour lui procurer quelques années de répit.

La bourgeoisie se prépare une chute terrible. Il est facile de s'en convaincre lorsque d'une part on constate avec quelle froide férocité elle approuve les atrocités commises en son nom par les versaillais, et que, d'autre part, on voit que

Mouvier est résolu à ne plus conserver de ménagements envers une ennemie qui ne recule devant aucun moyen pour perpétuer sa domination.

NOUVELLES.

Etats-Unis.

— En Louisiane, la faction vaincue par suite de l'intervention du gouvernement fédéral n'a pas renoncé à l'espoir d'obtenir raison; elle a envoyé une nombreuse députation à Washington.

Ses adversaires ne perdent pas de temps.

M. A. P. Exilé a été reconnu le 17 par la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane comme Attorney-Général.

La législature Dorell a passé une résolution prolongant la session extraordinaire pour laquelle elle a été convoquée jusqu'au 1er jour de janvier, époque à laquelle commence la session régulière. Le bill de la législature Keeling, proposant la corruption dans les fonctions publiques, a passé.

Le tribunal d'impeachment s'est ajourné jusqu'au 23 courant.

— La législation de l'Iowa a, depuis quelques mois, aboli la peine de mort.

Espagne. — Une crise ministérielle est imminente.

— On signale de nouveaux soulèvements sur différents points.

Italie.

— Rome. — Les membres de la commission chargés par la Chambre des députés de préparer l'adhésion des communautés religieuses, ont adopté hier une résolution déclarant que la suppression de la Société de Jésus, y compris son principal établissement à Rome, est requise par les intérêts du pays. La nouvelle de ce vote a été accueillie par les applaudissements des députés libéraux.

La décision de la commission est l'application à la province de Rome des lois de 1865 à 1870 sur la suppression des communautés religieuses et sur la conversion de leurs propriétés foncières en rentes inaliénables.

— Les députés des sociétés républicaines italiennes, réunis à Rome, ont adopté, le 22 novembre, le programme suivant:

Le républicain est maître sur les bords de la Loire, et, bien loin de secourir la République et Paris, il se livre que leur destruction.

Ici, le gouvernement se dresse de la population parisienne ainsi que Bonaparte lui-même; ses procédés sont moins violents, son aversion est aisé prononcée.

Toutes ses sympathies sont pour les feuilles réactionnaires. Les anciens journaux du César déchiré ont passé au service de l'Hôtel de Ville, gratuitement peut-être, et en simples volontaires, mais leur appui n'en est pas moins acquis aux hommes de la situation actuelle.

Qui se souvient, se rappelle. Les intérêts sont les mêmes, et l'ennemi commun, c'est la Révolution.

Les feuilles dites libérales embroient le pas avec quelques symboles, pour faciliter leurs évolutions dans l'avenir. Elles blâment les lectures, les tergiversations de l'avenir, mais elles dissent racis aux Républicains opposants et chassants, comme sous Bonaparte, l'absence de l'union, et concours absolu.

C'est au nom de la défense qu'elles réclament cette abrogation, et le plus grand obstacle à la défense, c'est le gouvernement lui-même.

Depuis le 4 septembre, il n'a cessé de la compromettre, et par ses mesures politiques, et par ses mesures administratives, et par ses mesures militaires. Il nous perd, et on crie: "Maintenez-le!" Il nous conduit aux abîmes, et on crie: "Suyvez-le."

Le premier acte de la défense est d'écartier ceux qui rendent la défense impossible.

FEUILLETON DE SOCIALISTE. — No. 9.

LA PATRIE EN DANGER.

PAR BLANQUI.

Le péril grandit

4 octobre 1870.

Toul et Strasbourg sont pris. 80,000 hommes et l'artillerie de siège vont renforcer les Prussiens. On est sans nouvelles de la province. L'ombre s'épaissit autour de nous.

Pourquoi le gouvernement fait-il les tentatives? Pourquoi cache-t-il ses dépêches? Pourquoi l'Électeur libre, bien placé pour savoir, l'Hôtel de Ville a reçu du citoyen Crémieux un long rapport qui lui fait éprouver une douloureuse surprise.

Par un mot de ce rapport dans le Journal officiel, pas même une simple allusion.

Est-ce donc ainsi qu'un gouvernement doit traiter Paris assiégé, Paris qui lui a impudemment confié le sort de la France?

Lorsque toutes les poitrines sont balotantes d'indignité, attendant une parole de pouvoir, pour craindre ou pour espérer, le pouvoir se fait; il cache les nouvelles graves qui lui parviennent. Il trompe la cité.

Il a dit la prise de Strasbourg et de Toul, c'est vrai. Mais pourquoi? parce qu'il s'agit d'un fait de guerre

(coll. part.)



Communistes réfugiés à Londres durant l'été 1871, caricature publiée dans *The Fun* (coll. part.)

LIVRET

ASSOCIATION INTERNATIONALE
SECTION GENEVOISE
DES TRAVAILLEURS

N° 1649

M. Guerrin père

âgé de 53 ans, né à Issone

profession Dessinateur

admis dans l'Association Internationale
le 2 Septembre 1871
sous le n° 1649 du contrôle.

Délivré à Genève, le 16 Septembre 1871

Le Trésorier, E. Dick
Le Titulaire, _____

Le Président, Chuchard
Le Secrétaire, _____

Livret suisse d'adhérent du frère de Victoire Tinayre* (coll. part.)

Sociétés corporatives adhérentes à l'AIT

Paris

- Employés de journaux
- Employés de librairie
- Ouvriers argileurs-mineurs
- Ouvriers balanciers
- Ouvriers en bâtiment
- Ouvriers de la bijouterie
- Ouvriers boulangers
- Ouvriers bourrelliers
- Ouvriers en bronze
- Ouvriers employés des bronzes, de la bijouterie et orfèvrerie
- Ouvriers brossiers pour peinture
- Ouvriers de la céramique
- Ouvriers chapeliers
- Ouvriers charpentiers
- Ouvriers cloutiers
- Ouvriers cordonniers
- Ouvriers coupeurs en chaussures
- Ouvriers cuisiniers
- Ouvriers décatisseurs
- Ouvriers dessinateurs sur étoffes
- Ouvriers doreurs sur bois
- Ouvriers ébénistes
- Ouvriers facteurs de pianos et d'orgues
- Ouvriers ferblantiers tourneurs-repousseurs
- Ouvriers feuillagistes
- Ouvriers fondeurs
- Ouvriers fondeurs de fer
- Ouvriers gantiers
- Ouvriers galochiers
- Ouvriers imprimeurs-lithographes
- Ouvriers imprimeurs en papiers peints
- Ouvriers imprimeurs sur étoffes
- Ouvriers imprimeurs en taille douce
- Ouvriers en instruments de chirurgie et coutellerie
- Ouvriers lithographes
- Ouvriers lithographes non associés
- Ouvriers maçons
- Ouvriers marbriers
- Ouvriers maroquiniers
- Ouvriers mécaniciens
- Ouvriers mégissiers
- Ouvriers mégissiers-palissonniers
- Ouvriers menuisiers
- Ouvriers menuisiers en bâtiment
- Ouvriers menuisiers en cadres
- Ouvriers menuisiers en sièges
- Ouvriers mouleurs en cuivre
- Ouvriers opticiens
- Ouvriers orfèvres
- Ouvriers ornemanistes
- Ouvriers de Paris
- Ouvriers parqueteurs
- Ouvriers passementiers
- Ouvriers pâtisseries
- Ouvriers peintres en bâtiment dits de la participation
- Ouvriers associés en pendules et horlogerie
- Ouvriers porcelainiers
- Ouvriers relieurs
- Ouvriers robinetiers
- Ouvriers selliers
- Ouvriers taillandiers
- Ouvriers tailleurs d'habits
- Ouvriers tailleurs de pierre
- Ouvriers tapissiers
- Ouvriers tisseurs en tous genres
- Ouvriers tourneurs de chaises
- Ouvriers tourneurs sur métaux
- Ouvriers tourneurs-repousseurs
- Ouvriers typographes
- Ouvriers verriers
- Travailleurs en participation

Limoges

Commis de magasins
 Cordonniers
 Ébénistes
 Ouvriers en porcelaine
 Peintres en porcelaine
 Sabotiers
 Tanneurs
 Tapissiers

Lyon

Apprêteurs
 Apprêteurs de tulle
 Apprêteurs et teinturiers en chapeaux
 Bronziers
 Charpentiers
 Chauffeurs-mécaniciens
 Cordonniers
 Doreurs
 Fondeurs
 Graveurs
 Marbriers
 Menuisiers
 Menuisiers en fauteuils
 Ouvriers sur métaux
 Ovalistes
 Passementiers à la barre
 Peigniers
 Peintres
 Plâtriers
 Relieurs
 Sculpteurs
 Tailleurs
 Tailleurs de pierre
 Tanneurs
 Tapissiers
 Tisseurs (1^{er} groupe)
 Tisseurs fédérés (2^e groupe)
 Tullistes
 Verriers et cristalliers

Marseille

Bouchonniers
 Boulangers
 Chaisiers
 Chapeliers
 Charretiers
 Charrons
 Chaudronniers
 Cordonniers
 Doreurs sur bois
 Fondeurs
 Lithographes
 Maçons
 Marbriers
 Marins
 Menuisiers
 Modeleurs-mécaniciens
 Maroquiniers
 Pavés
 Peintres
 Scieurs de long
 Serruriers
 Tailleurs d'habits
 Tailleurs de pierre
 Tapissiers
 Tapissiers en meubles
 Tonneliers
 Tonneliers en huile
 Vanniers
 Vernisseurs

Rouen

Charpentiers
 Chauffeurs
 Fileurs de coton
 Fileurs de laine d'Elbeuf
 Fileurs de laine de Darnetal
 Fondeurs
 Imprimeurs sur indienne
 Lithographes

Mégissiers-palissonniers

Menuisiers

Plombiers

Tanneurs

Teinturiers

Tisseurs de bretelles

Tisseurs de calicot

Tisseurs de coton

SOURCES : Oscar Testut, *L'Internationale et le jacobinisme au ban de l'Europe*, Paris, Lachaud, 1872. – Jean Maitron et Madeleine Egrot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, 2^e période, vol. 4, Paris, Éditions Ouvrières, 1967. – Michel Cordillot, *La Sociale en Amérique. Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis, 1848-1922*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2002. – Ricardo Falcón, *Los Origenes del movimiento obrero [en Argentina] (1857-1899)*, Buenos Aires, Centro editor de America Latina, 1984. – Lucien Gaillard, *La Section marseillaise de l'Internationale*, Cahiers du CIRA, n° 5, 1970. – Jacques Rougerie, « La Première Internationale à Lyon, 1865-1870 : problèmes d'histoire du mouvement ouvrier français », *Annali dell'Istituto Giangiacomo Feltrinelli*, n° IV, 1961. – Julian P. W. Archer, *The First International in France, 1864-1872. Its Origins, Theories, and Impact*, Lanham, University Press of America, 1997. – Marcel Boivin, *Le Mouvement ouvrier dans la région de Rouen, 1851-1876*, Mont-Saint-Aignan, Publication de l'Université de Rouen, 1989.

Annexe 4

Les journaux de l'AIT en France et en exil

Un des obstacles majeurs à son action en France que l'AIT n'a jamais réussi à surmonter a été son incapacité à se doter durablement d'un journal lui appartenant en propre, dans lequel elle aurait pu développer ses analyses et exposer son programme. Toutes les tentatives d'en créer un se sont avérées fragiles et éphémères. Après la chute de la Commune de Paris, quelques titres paraîtront à l'étranger, en règle générale sans grand succès.

Voici, par ordre chronologique, l'historique de ces tentatives. Sont également mentionnés dans cette liste quelques titres qui ont pu à certains moments faire office d'organe officieux pour les Internationaux.

C'est en novembre 1864 à Londres que paraît le premier périodique internationaliste de langue française, *Le Courrier international*. Il s'agit de la partie française de l'*International Courier*, qui paraîtra jusqu'en 1867. Mais sa diffusion en France est quasi nulle.

Peu après l'installation du premier Bureau de Paris rue des Gravilliers, la nécessité de fonder un organe de presse devient évidente. Le premier numéro de *La Tribune ouvrière* paraît le 4 juin 1865. Cet hebdomadaire de 4 pages ne peut aborder aucune question politique faute d'avoir payé le cautionnement (les informations concernant l'AIT sont alors publiées sous la rubrique « Tribune ouvrière » dans *L'Avenir national*). Un article presque anodin paru dans le 4^e numéro (2 juillet 1865) lui vaut d'être condamnée à une amende trop lourde pour ses finances. Imprimé à Bruxelles, le 5^e numéro est saisi, causant la disparition du titre.

Il est remplacé le 13 août 1865 par *La Presse ouvrière*, dont le seul numéro (8 pages) publié à Bruxelles est à son tour saisi. Une nouvelle tentative est faite le 24 septembre avec la parution à Bruxelles de *La Fourmi*. Le premier (et seul) numéro est de nouveau saisi.

Renonçant à posséder leur propre organe, les Internationaux parisiens devront se contenter au cours des mois suivants de faire paraître leurs articles dans deux titres « amis », *L'Association* (Paris/Bruxelles, 1864-1866), bulletin des sociétés coopératives, et *L'Avenir national* (Paris, 1865-1871).

En 1866, on note une nouvelle tentative de créer un périodique. Intitulé *Congrès ouvrier*, cette publication n'aura qu'un seul numéro et ne sera pas poursuivie faute de ressources financières.

Du 20 mai 1866 au 24 juin 1868, *Le Courrier français* de Vermorel fera office d'organe officieux de l'AIT en France. *La Coopération* (1866-1868), qui a pris la suite de *L'Association*, publie également des documents émanant de l'AIT, de même que *Le Réveil* de Charles Delescluze (1868-1871).

LA FOURMI.

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

Quand on a vu l'homme de près on est bien fier de l'être fourmi.



ABONNEMENT: Un an. Fr. 6 00
Six mois. » 3 00
Trois mois. » 1 50

Les manuscrits non insérés
seront détruits.

BUREAU,
Rue Saint-Alphonse, 4, St-Josse-ten-Noode,
LES-BRUXELLES.

SOMMAIRE :

De Formicopolis. FULGORE.
D'un abus dans les conditions de travail. LENOIR.
Travail des enfants. HELIGON.
Extrait d'une lettre au journal le Nord. C. DE PARFE.
Fourmillades.
Bibliographie. L'ESCARBOT.
De la prostitution. V. HARDI.

De Formicopolis, le mois des feuilles qui tombent.

Fulgore *allumeur*, pour vous servir, si j'en suis capable, et pour le présent député par dame fourmi en qualité d'*éclairateur* pour vous renseigner sur le but de cette feuille, sur ses fondateurs et enfin sur tout ce qui concerne sa spécialité.

Dans le temps de crise sociale que nous traversons (vous voyez que quoique simple ver luisant je lis les grands formats) dans ces temps, dis-je, toutes les aspirations ont droit de s'affirmer et devoir de se poser en face des difficultés qui entravent la marche de l'humanité; disposées à les combattre à toute outrance quelque chose doit être d'ailleurs l'issue de la lutte.

Pénétrés de ces vérités, des insectes réunis en conseil extraordinaire, se déclarant compétents en la matière; ouïs, les délégués des diverses fractions du monde entomologique, appréciant consciencieusement la légitimité de leur réclame, reconnaissant que les temps sont mûrs pour prendre telles conclusions, ont, usant des pleins pouvoirs à eux conférés par leurs mandants, décidé et décident: Sera fondée une feuille destinée à recueillir les faits et gestes de toutes bestioles, à élucider tout problème se dégageant de cette étude ou s'y rattachant, examiner tout projet tendant à l'amélioration desdites; ensemble les réformes à faire en vue de cette dite amélioration. — D'autre part rendant ainsi hommage au talent si connu de la fourmi, à son ardeur au travail, à son bon caractère, à sa discrétion, à sa sociabilité, à sa tempérance, à ses habitudes d'épargne et de prévoyance ainsi qu'à son parfait dévouement; arrête: Il sera fait un appel à toutes bêtes de bonne volonté à l'effet de fonder

un journal hebdomadaire, qui prendra le titre de *la Fourmi*, que cette feuille parattra aussi souvent qu'elle le pourra, qu'elle sera portée tant à domicile que dans les carrefours, places et marchés, qu'il sera nécessaire à son prompt développement, — qu'il y sera réservé une place spéciale sous le titre distinctif de fourmillades et que audit lieu seront placés le plus possible de sinapismes à orgueil, sanguins à forfanteries, moxas à bêtises, ventouses à vanités, poudres à Turpinade d'insensé, etc. etc., dont les journaux des hommes sont le plus souvent comblés, afin que si faire se peut, ils apprennent une bonne fois, que les petits s'éveillent à la vie et qu'ils commencent à rire des bourdes des grands... animaux. — La séance allait être levée lorsqu'un des députés fit la proposition suivante: à savoir que si par impossible quelques hommes étaient jugés dignes d'être bêtes, ils soient admis à écrire dans *la Fourmi*; après de longs débats sur la possibilité d'une telle alternative, l'assemblée vota dans le sens du premier orateur. — Puisse cette concession ne pas nous être fatale, c'est le souhait bien sincère de celui qui met à votre service les humbles lumières d'un

FULGORE,
allumeur de gaz.

P. S. J'en étais sûr, on a permis à des hommes de venir et ils ont presque envahi le premier n°. — Je ne puis que prévenir toutes les bêtes amies de se réunir et de se porter à l'assaut du numéro 2.

D'un abus dans les conditions de travail.

I.

Chaque fois que, pour entrer dans un état de choses meilleur, la civilisation se hasarde à faire un grand pas, elle écrase de ce pas puissant, mais mal assuré, des victimes et des victimes.

De même que pour l'homme considéré au point de vue physiologique, l'enfance, phase transitoire par excellence, est en même temps une phase caractérisée par des maux et des maladies, —

(coll. part.)

Il faut ensuite attendre l'année 1869 pour que soient lancés plusieurs périodiques se réclamant de l'AIT. C'est d'abord *Le Commerce* de P. Douvet (17 numéros, du 6 juin au 28 septembre 1869), qui se présente comme l'« organe des chambres syndicales ». Animé par la même équipe, *Le Travail*, « organe des associations ouvrières », prend sa suite (3 octobre-12 décembre 1869). Toute la rédaction rejoint ensuite *La Marseillaise*.

Toujours en 1869, on note encore la parution à Paris de *La Voix du peuple*, organe des chambres syndicales (25 numéros du 6 février au 28 août), qui compte plusieurs membres de l'Internationale dans sa rédaction et est généralement considéré comme l'organe des derniers proudhoniens.

Mais c'est surtout avec la parution à Paris de *La Marseillaise* de Rochefort que l'AIT va enfin avoir la possibilité de s'exprimer quotidiennement, bien que cette feuille ne soit pas à proprement parler son organe. Lancée le 19 décembre 1869, elle paraît jusqu'au 9 septembre 1870 (la parution est toutefois suspendue du 18 mai au 20 juillet 1870).

Il n'existe durant cette période qu'une seule publication provinciale de l'AIT, *La Réforme sociale*, qui paraît à Rouen du 27 mars au 31 juillet 1870 (26 numéros).

La tentative des Internationaux parisiens de lancer au lendemain du 3^e procès un nouvel hebdomadaire intitulé *Le Socialiste* imprimé à Neuchâtel (Suisse) échoue au bout de 2 numéros (11-18 juin 1870).



(coll. part.)

La proclamation de la République le 4 septembre 1870 n'apporte pas de changement notable. À Paris *La Commune de Paris* disparaît après 3 numéros (10-12 septembre 1870); *La Lutte à outrance*, journal du Club de l'École de médecine, ne fait guère mieux (4 numéros parus du 27 décembre 1870 au 18 janvier 1871).

Les quelques publications périodiques internationalistes de langue française paraîtront désormais à l'étranger, hors d'atteinte de la police. C'est le cas en Angleterre du *Qui Vive!* publié par Vermersch et plusieurs membres de la section française de Londres non reconnue par le Conseil général (3 octobre-11 décembre 1871), puis de *La Fédération* (24 août 1872-18 mars 1875) lancée par Vésinier et rédigée par des Internationaux dissidents ; à Barcelone en Espagne de *La Solidarité révolutionnaire*, publiée par Brousse, Camet et Alerini (3 numéros, 10 juin-1^{er} septembre 1873) ; aux États-Unis, à New York du *Socialiste* (hebdomadaire, 1^{er} septembre 1872-11 mai 1873), à La Nouvelle-Orléans, Louisiane, de *La Commune* (20 numéros, janvier-27 décembre 1873), à San Francisco, Californie, de *L'Internationale* (15 numéros, décembre 1871-16 mars 1872).

LA COMMUNE,

Bulletin Publié en coopération par des Sections de l'Internationale de la Louisiane, du Texas, du Rhode Island, de New York et de la Californie.

2me. Année.

27 Decembre 1873.

No 20

But de cette feuille : Relier les Socialistes des Etats-Unis, aider à la fondation d'une colonie agricole et industrielle.

Les Sections de l'Internationale et les groupes Socialistes désirant recevoir la *Commune* n'ont qu'à nous faire parvenir leur adresse.

Ceux qui contribuent aux frais de publication, ont droit à un nombre d'exemplaires et à une place pour insérer leurs communications, proportionnels à leur contribution.

SOUSCRIPTIONS ET FRAIS DE CE NUMERO.

Section de Dallas.....	\$4 00
do de la N. Orléans.....	4 00
Groupe R. S. I. de New York.....	1 00
Section de Providence.....	1 00
Section n. de New York.....	1 00
Section française de San Francisco.....	1 00
Produit du No. 19.....	50

Frais de publication et d'affranchissement..... \$12 50

La publication du No. 20 de la *Commune* a été retardée d'un mois, par la maladie et la mort d'un des enfants de l'Éditeur.

— Publications reçues à la *Commune* et à la disposition de ses souscripteurs :

"Le Militant" de Verviers, Belgique.

"L'Internationale", de Bruxelles.

"L'Union des Travailleurs", de Genève.

"Le Bulletin de la Fédération Jurassienne".

"L'Étoile", du Kansas.

"Le Daily Social", de Chicago.

"Le Bulletin de l'Union Républicaine", de New York.

"Le Meschacébé".

"Le Woodhull et Claflin's, Weekly".

"Le Louisianais".

"Les Jésuites et l'Amérique", par Vincent Coeffé.

"Manifeste du Conseil Fédéral de l'Amérique du Nord".

Nouvelles Socialistes et revues des Journaux.

Les Bonle-dogues ou rois de l'Europe ont établi une police spéciale pour les socialistes. Cette police doit tenir un registre de ces derniers, noter leurs agissements et envoyer copie de ces notes aux gouvernements intéressés. Ce registre sera le Livre d'Or pour les Socialistes, puisque les personnes qui seront inscrites, ne le seront qu'à cause de leurs sentiments virils et généreux.

L'Union des Travailleurs.

Il vient de paraître sous ce titre, à Genève, un journal qui est l'organe de la Société Universelle des Corporations Ouvrières.

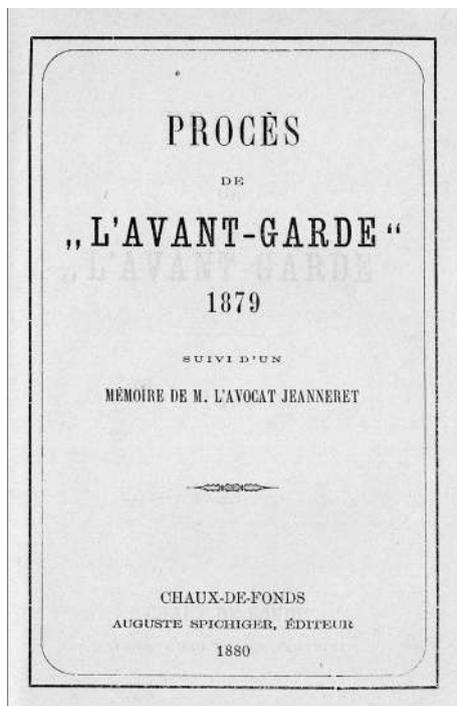
La Solution de la question Sociale, dit ce journal, n'a été retardée que parce qu'on a mêlé la question politique à la question économique. Pour réussir, les ouvriers ne doivent s'associer que nationalement pour l'action politique, et, universellement pour la solution de la question économique.

Le Conseil Fédéral de l'Amérique du Nord de l'Association Internationale des Travailleurs vient de répandre un manifeste adressé aux ouvriers des Etats-Unis. Il les invite à s'organiser et à demander 1o. qu'on leur fournisse du travail ; 2o. qu'il leur soit avancé une semaine de subsistance ; 3o. une remise de loyer jusqu'au 1er. Mai 1874.

Par une lettre insérée dans le *Bulletin* de la Fédération Jurassienne, Bakounine annonce qu'après le triomphe du principe autonome il peut se retirer honorablement de son poste de combat. Des raisons de santé, dit-il, l'obligent à cette retraite, mais s'il ne prend plus une part aussi active aux luttes de l'Internationale, il n'en restera pas moins toujours un de ses membres dévoués.

Une polémique assez vive s'est engagée récemment entre le *Bulletin* de la Fédération Jurassienne et le *Mirabeau* d'une part et l'*Internationale* de l'autre, au sujet de la publication par celle-ci d'une correspondance de G. Durand de Paris, correspondance qui s'après le *Bulletin* aurait pour but de gagner les ouvriers français à la cause impérialiste.

Ce sera enfin le cas en Suisse d'une série de publications d'orientation anarchiste : *La Commune, revue socialiste* (Genève, 8 numéros mensuels, 20 avril-8 novembre 1874), *Le Travailleur* (mensuel, 20 mai 1877-avril et mai 1878) et enfin *L'Avant-garde*, organe de la Fédération française de l'AIT refondée par Brousse et Pindy (La Chaux-de-Fonds, 2 juin 1877-2 décembre 1878).



(coll. part.)

SOURCES : Commission internationale des sciences historiques, *Répertoire international des sources pour l'étude des mouvements sociaux aux XIX^e et XX^e siècles*. Vol 1 : *La Première Internationale. Périodiques 1864-1877*, Paris, Armand Colin, 1958. – Librairie Jean-Jacques Magis, *Catalogue d'une importante collection de livres, pamphlets, brochures, affiches, journaux, estampes, imagerie et documents divers. La Commune de Paris, l'Association internationale des travailleurs*, Paris, 1972.

Table des matières

Avertissement.....	7
Avant-propos.....	9
Introduction. L'Association internationale des travailleurs : une relecture	15
L'AIT : repères chronologiques.....	39
Orientation bibliographique.....	43
I Les débuts mutuellistes de l'AIT en France.....	111
La renaissance du mouvement ouvrier français.....	113
Les tentatives d'organisation internationale avant 1864.....	121
Le rôle des Français dans la fondation de l'AIT.....	125
Les débuts de l'AIT en France.....	130
De la conférence de Londres au congrès de Genève.....	135
Les débuts de l'AIT en province.....	139
À propos du proudhonisme dans l'AIT.....	141
II La remise en question du mutuellisme.....	231
La vague de grèves de 1867.....	233
En 1867 : des progrès toujours hésitants en province.....	238
Les deux congrès de septembre 1867.....	241
La crise de l'Internationale et les procès parisiens.....	244
Les congrès de Bruxelles et de Berne (6-13 et 22-26 septembre 1868).	248
Du meeting fondateur de Londres au congrès de Bruxelles : un bilan de la période mutuelliste.....	252
III L'AIT à son apogée en France.....	301
La Commission ouvrière de 1867.....	303
Vers la fédération des métiers.....	308

Les élections législatives de 1869 : l'AIT face à l'action politique.....	313
Le tournant du congrès de Bâle.....	317
Une force sociale capable de faire trembler l'Empire.....	321
Le pouvoir déclare la guerre à l'Internationale.....	325
Retour sur l'émergence du collectivisme révolutionnaire.....	329
IV L'année terrible des Internationaux français.....	411
Les Internationaux, la guerre et la proclamation de la République.....	413
L'AIT durant le premier Siègle.....	417
L'affiche rouge (5 janvier 1871).....	421
Les élections du 8 février 1871.....	424
L'Internationale face au soulèvement parisien (18-28 mars 1871).....	429
Les Internationaux acteurs de la Commune de Paris.....	433
La « minorité » peut-elle être assimilée à l'AIT?.....	439
Les Internationaux et les mouvements communalistes de province.....	443
Du rôle de l'Internationale durant l'« année terrible ».....	451
V Forces réelles, représentations, fantasmes.....	507
Sections et effectifs parisiens de l'AIT.....	509
La géographie parisienne de l'AIT.....	512
L'AIT à Lyon, Rouen et Marseille.....	518
Les petites sections de province de L'AIT.....	521
Sur la place des femmes dans l'AIT.....	524
La médaille de l'AIT.....	528
L'Internationale en chansons.....	531
L'AIT fut-elle vraiment une organisation riche et puissante?.....	535
Fallait-il voir la main de l'Internationale derrière toutes les grèves?....	539
L'Internationale était-elle une franc-maçonnerie du crime?.....	542
L'Internationale contre l'Église?.....	545

VI De la disparition de l'AIT à la renaissance du mouvement ouvrier dans l'Hexagone.....	601
L'Internationale en France après la Commune : clandestinité et répression	603
Les Internationaux exilés en Grande-Bretagne.....	607
Les Internationaux exilés en Suisse, la Fédération jurassienne et la France	611
Les sections françaises de l'exil : le cas américain.....	615
Les blanquistes et l'Internationale : de la défiance à l'entrisme.....	620
Les ex-Internationaux et la reconstruction du mouvement ouvrier en France.....	627
De la Première à la Deuxième Internationale : du rôle joué par les Français.....	631
Conclusion. L'AIT dans l'histoire du mouvement social en France.....	637
Annexes.....	641
Les Français membres du Conseil général de l'AIT (1864-1876).....	643
Les délégués français aux congrès et conférences de l'AIT (1865-1878)	645
Les sections françaises de l'AIT (1864-1878).....	649
Les journaux de l'AIT en France et en exil.....	659
Les Internationaux français : éléments d'une approche prosopographique	665
Index.....	669

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE EN FRANCE

160 ans après sa création, l'Association internationale des travailleurs (ou Première Internationale) et son grand projet d'émancipation sociale continuent de marquer les imaginaires. Pourtant, nul ouvrage ne s'était encore attelé à rassembler en un volume les acteurs, le cadre temporel, les enjeux et l'héritage de cette organisation mythique.

Quelle est la place occupée par cette association dans l'histoire du mouvement ouvrier en France ? Quelle était l'ambition de ses membres fondateurs ? Dans quel contexte ont-ils réussi à se rassembler ? Mais surtout, qui étaient-ils ?

Après avoir coordonné *La Commune de Paris*, ouvrage vendu à plus de 13 000 exemplaires et salué par la critique, Michel Cordillot s'attaque cette fois, avec la même rigueur, à l'histoire d'une organisation qui a été aux origines du syndicalisme et du socialisme modernes.

Un volume-somme pour lequel il n'existe aucun équivalent.

Michel Cordillot

Historien, professeur émérite de l'université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, Michel Cordillot est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire sociale, dont *La Commune de Paris (1871)*, *La Sociale en Amérique, Aux origines du socialisme moderne* (Éditions de l'Atelier, 2021, 2002 et 2010) ou encore, *Eugène Varlin, internationaliste et communard* (Spartacus, 2016). Il est également traducteur de l'anglais (Éditions de l'Atelier et Éditions du sous-sol).

